Conto corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA **DEL REGNO D'ITALIA**

Anno 70° — **Roma - Lunedì, 18 febbraio 1929 - Anno VII** — **Numero 41**

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA E DEGLI AFFARI DI CULTO — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

SOMMARIO

Numero di pubblicazione — **LEGGI E DECRETI**

LEGGI E DECRETI

Numero di pubblicazione 618.

LEGGE 3 gennaio 1929, n. 49.

Conversione in legge del R. decreto-legge 3 agosto 1928, n. 1826, concernente il trattamento doganale del prosciutto cotto, conservato in scatole.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

E' convertito in legge il R. decreto-legge 3 agosto 1928, n. 1826, concernente il trattamento doganale del prosciutto cotto, conservato in scatole.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 gennaio 1929 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

MOSCONI — MARTELLI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.

Numero di pubblicazione 619.

LEGGE 3 gennaio 1929, n. 50.

Conversione in legge del R. decreto-legge 3 agosto 1928, n. 1827, che aumenta i contingenti di esportazione per le pelli grezze bovine, per l'anno 1928.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

E' convertito in legge il R. decreto-legge 3 agosto 1928, n. 1827, che aumenta i contingenti di esportazione per le pelli grezze bovine, per l'anno 1928.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 gennaio 1929 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

MOSCONI — MARTELLI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.

Numero di pubblicazione 620.

LEGGE 3 gennaio 1929, n. 51.

Conversione in legge del R. decreto-legge 8 novembre 1928, n. 2504, concernente l'importazione temporanea di telai (châssis) di automobili per essere carrozzati.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

E' convertito in legge il R. decreto-legge 8 novembre 1928, n. 2504, concernente l'importazione temporanea di telài (châssis) di automobili per essere carrozzati.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 gennaio 1929 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

MOSCONI — MARTELLI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.

Numero di pubblicazione 621.

LEGGE 31 dicembre 1928, n. 3422.

Approvazione dell'Accordo italo-estone del 1° luglio 1928, per regolare in maniera provvisoria le relazioni economiche fra i due Paesi.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo concluso in Roma, mediante scambio di Note, fra il Regno d'Italia e la Repubblica di Estonia, il 1° luglio 1928, per regolare in maniera provvisoria le relazioni economiche fra i due Paesi.

Art. 2.

La presente legge entrerà in vigore all'atto dello scambio delle ratifiche dell'Accordo di cui all'articolo precedente.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 dicembre 1928 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — ROCCO — MOSCONI — MARTELLI — CIANO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.

234617-1

LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES AU MINISTRE D'ESTONIE A ROME

Rome, le 1er juillet 1928-VI

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement d'Italie, en se ralliant à la proposition faite par le Gouvernement d'Estonie pour régler d'une manière provisoire les relations économiques entre les deux Pays, jusqu'à la conclusion du Traité de commerce définitif, pour lequel les négociations sont déjà entamées, propose d'établir les clauses suivantes:

1. — Les deux Parties contractantes conviennent, que pour tout ce qui concerne le séjour, l'établissement, la jouissance des droits civils, le droit d'ester en justice et y défendre, l'exercice du commerce, des industries, des métiers et des professions, tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une d'elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir aux ressortissants et aux sociétés de tout genre de tout autre Etat, seront étendus, immédiatement et sans conditions, aux ressortissants et aux sociétés de tout genre de l'autre Partie contractante.

La matière fiscale (impôts, taxes et contributions de toute espèce) et la matière de la navigation sont réglées par les paragraphes 4 et 5.

2. — Les deux Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la Nation la plus favorisée en ce qui concerne le montant, la garantie et la perception des droits, à l'importation et à l'exportation, ainsi que pour ce qui concerne le transit, l'importation ou l'exportation temporaire, la réexportation, le dépôt des marchandises, leur transbordement, les transports par chemins de fer et les formalités douanières.

3. — L'Italie ne pourra pas, sur la base de la clause de la Nation la plus favorisée, exiger le traitement douanier que l'Estonie a accordé ou pourra accorder à l'avenir aux produits d'origine et de provenance de la Lettonie, de la Lithuanie, de la Finlande ou de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes. Toutefois, il est entendu que l'Italie pourra réclamer immédiatement les mêmes avantages, dans le cas où ils auraient été ou seraient accordés par l'Estonie à un tiers Etat non mentionné ci-dessus. L'Estonie, de son côté, ne pourra pas exiger les avantages préférentiels que l'Italie ait accordés ou pourrait accorder, à l'avenir, à ses Colonies, Protectorats ou Possessions.

Sont en outre exceptées les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement par l'une des Parties contractantes à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic-frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

4. — Les ressortissants et les sociétés de tout genre de chacune des deux Parties contractantes jouiront, quant à leur personne, leurs biens, droits et intérêts, sous tous les rapports, dans le territoire de l'autre, à condition de se conformer à la législation du Pays, du même traitement dont jouissent les ressortissants et les sociétés de cette dernière Partie, pour ce qui concerne les impôts, droits, taxes ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit de l'Etat, des autorités locales ou des corporations.

5. — Les navires de chacune des deux Parties contractantes ainsi que leurs équipages et leurs cargaisons, leurs passagers et leurs bagages, seront traités, dans les ports de l'autre, sur le pied d'une parfaite égalité, tant en ce qui concerne les taxes générales ou spéciales qu'en ce qui concerne le placement des navires, les facilités pour leur amarrage, pour leur chargement ou leur déchargement et, généralement, pour toutes les formalités ou dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs cargaisons et leurs équipages, leurs passagers et leurs bagages.

De même, toute autre faveur accordée ou qui pourrait être accordée à l'avenir par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance en matière de navigation, sera, immédiatement et sans conditions, étendue à l'autre.

Les privilèges et les droits énumérés ci-dessus ne s'étendent pas:

a) aux lois spéciales de protection de la marine de commerce nationale;

b) aux concessions spéciales accordées aux Sociétés de Sport nautique et aux navires de plaisance;

c) aux services des ports et au cabotage;

d) à l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Parties contractantes.

Les certificats de jauge et les autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'une des Parties contractantes, seront reconnus valables par l'autre Partie, ayant été constaté l'équivalence des deux législations en matière de jaugeage.

6. — Le présent Arrangement provisoire sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Rome aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur à partir de la date de l'échange des ratifications et restera exécutoire jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un traité de commerce définitif, que les deux Parties s'engagent à stipuler dans le plus bref délai. Les deux Parties se réservent, toutefois, de dénoncer en tout temps le présent Arrangement, lequel, en ce cas, prendra fin un mois après la dénonciation.

En Vous priant, au nom du Gouvernement italien, de me signifier si votre Gouvernement est d'accord sur ces propositions, veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

MUSSOLINI.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
GRANDI.

LE MINISTRE D'ESTONIE A ROME
AU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

Rome, le 1er juillet 1928.

Monsieur le Ministre,

Par note en date de ce jour Votre Excellence a bien voulu me donner communication que le Gouvernement d'Italie, en se ralliant à la proposition faite par le Gouvernement d'Estonie pour régler d'une manière provisoire les relations économiques entre les deux Pays, jusqu'à la conclusion d'un Traité de commerce définitif, pour lequel les négociations sont déjà entamées, propose d'établir les clauses suivantes:

« 1. — Les deux Parties contractantes conviennent, que pour tout ce qui concerne le séjour, l'établissement, la jouissance des droits civils, le droit d'ester en justice et y défendre, l'exercice du commerce, des industries, des métiers et des professions, tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une d'elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir aux ressortissants et aux sociétés de tout genre de tout autre Etat, seront étendus, immédiatement et sans conditions, aux ressortissants et aux sociétés de tout genre de l'autre Partie contractante.

La matière fiscale (impôts, taxes et contributions de toute espèce) et la matière de la navigation sont réglées par les paragraphes 4 et 5.

2. — Les deux Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la Nation la plus favorisée en ce qui concerne le montant, la garantie et la perception des droits, à l'importation et à l'exportation, ainsi que pour ce qui concerne le transit, l'importation ou l'exportation temporaire, la réexportation, le dépôt des marchandises, leur transbordement, les transports par chemins de fer et les formalités douanières.

3. — L'Italie ne pourra pas, sur la base de la clause de la Nation la plus favorisée, exiger le traitement douanier que l'Estonie a accordé ou pourra accorder à l'avenir aux produits d'origine et de provenance de la Lettonie, de la Lithuanie, de la Finlande ou de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes. Toutefois, il est entendu que l'Italie pourra réclamer immédiatement les mêmes avantages, dans le cas où ils auraient été ou seraient accordés par l'Estonie à un tiers Etat non mentionné ci-dessus. L'Estonie, de son côté, ne pourra pas exiger les avantages préférentiels que l'Italie ait accordés ou pourrait accorder, à l'avenir, à ses Colonies, Protectorats ou Possessions.

Sont en outre exceptées les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement par l'une des Parties contractantes à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic-frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

4. — Les ressortissants et les sociétés de tout genre de chacune des deux Parties contractantes jouiront, quant à leur personne, leurs biens, droits et intérêts, sous tous les rapports, dans le territoire de l'autre, à condition de se conformer à la législation du Pays, du même traitement dont jouissent les ressortissants et les sociétés de cette dernière Partie, pour ce qui concerne les impôts, droits, taxes ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit de l'Etat, des autorités locales ou des corporations.

5. — Les navires de chacune des deux Parties contractantes ainsi que leurs équipages et leurs cargaisons, leurs passagers et leurs bagages, seront traités, dans les ports de l'autre, sur le pied d'une parfaite égalité, tant en ce qui concerne les taxes générales ou spéciales qu'en ce qui concerne le placement des navires, les facilités pour leur amarrage, pour leur chargement ou leur déchargement et, généralement, pour toutes les formalités ou dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs cargaisons et leurs équipages, leurs passagers et leurs bagages.

De même, toute autre faveur accordée ou qui pourrait être accordée à l'avenir par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance en matière de navigation, sera, immédiatement et sans conditions, étendue à l'autre.

Les privilèges et les droits énumérés ci-dessus ne s'étendent pas:

a) aux lois spéciales de protection de la marine de commerce nationale;

b) aux concessions spéciales accordées aux Sociétés de Sport nautique et aux navires de plaisance;

c) aux services de ports et au cabotage;

d) à l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Parties contractantes.

Les certificats de jauge et les autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'une des Parties contractantes, seront reconnus valables par l'autre Partie, ayant été constaté l'équivalence des deux législations en matière de jaugeage.

6. — Le présent Arrangement provisoire sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Rome aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur à partir de la date de l'échange des ratifications et restera exécutoire jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un traité de commerce définitif, que les deux Parties s'engagent à stipuler dans le plus bref délai.

Les deux Parties se réservent toutefois de dénoncer en tout temps le présent Arrangement, lequel, en ce cas, prendra fin un mois après la dénonciation ».

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement d'Estonie est d'accord sur les propositions susmentionnées du Gouvernement d'Italie pour régler les relations économiques entre nos deux Pays, d'une manière provisoire jusqu'à la conclusion d'un Traité de commerce définitif, pour lequel les négociations sont déjà entamées.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

K. TOFER.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
GRANDI.

Numero di pubblicazione 622.

REGIO DECRETO-LEGGE 24 gennaio 1929, n. **143**.

Abrogazione del decreto Luogotenenziale 3 luglio 1919, numero 1143, e dei Regi decreti-legge 2 febbraio 1922, n. 159, e 14 giugno 1923, n. 1334.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il decreto Luogotenenziale 3 luglio 1919, n. 1143, convertito nella legge 9 luglio 1922, n. 963, nonchè i successivi Regi decreti-legge 2 febbraio 1922, n. 159, e 14 giugno 1923, n. 1334, convertiti nella legge 17 aprile 1925, n. 473;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di liquidare la gestione dei contributi integrativi dei bilanci degli enti locali delle regioni già invase dal nemico o sgombrate a causa della guerra;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, di concerto con il Ministro Segretario di Stato per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Col 31 dicembre 1928 cessano di avere vigore, a tutti gli effetti, il decreto Luogotenenziale 3 luglio 1919, n. 1143, ed i Regi decreti-legge 2 febbraio 1922, n. 159, e 14 giugno 1923, n. 1334.

La disposizione di cui al precedente comma non si applica alle domande di finanziamento prodotte anteriormente a tale data.

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge; il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 24 gennaio 1929 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — MOSCONI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 15 febbraio 1929 - Anno VII
Atti del Governo, registro 281, foglio 139. — SIROVICH.

Numero di pubblicazione 623.

REGIO DECRETO 31 gennaio 1929, n. **144**.

Riunione dei comuni di Castiglione dei Genovesi, Giffoni Sei Casali e San Cipriano Picentino in un unico Comune con denominazione e capoluogo « San Cipriano Picentino ».

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

In virtù dei poteri conferiti al Governo col R. decreto-legge 17 marzo 1927, n. 383, convertito nella legge 7 giugno 1928, n. 1382;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno;

Abbiamo decretato e decretiamo:

I comuni di Castiglione dei Genovesi, Giffoni Sei Casali e San Cipriano Picentino sono riuniti in unico Comune con denominazione e capoluogo « San Cipriano Picentino ».

Le condizioni di tale riunione, ai sensi ed agli effetti dell'art. 118 della legge comunale e provinciale, testo unico 4 febbraio 1915, n. 148, saranno determinate dal prefetto di Salerno, sentita la Giunta provinciale amministrativa.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 gennaio 1929 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 15 febbraio 1929 - Anno VII
Atti del Governo, registro 281, foglio 140. — SIROVICH.

Numero di pubblicazione 624.

REGIO DECRETO 24 gennaio 1929, n. **145**.

Istituzione di posti di missione per maestri elementari presso gli Istituti superiori di magistero e presso l'Accademia fascista di educazione fisica.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Veduto l'art. 1, n. 3, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Veduto il testo unico delle leggi e delle norme giuridiche sulla istruzione elementare, post-elementare e sulle sue opere di integrazione, approvato con R. decreto 5 febbraio 1928, n. 577;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la istruzione pubblica;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

L'art. 140 del testo unico delle leggi e delle norme giuridiche sulla istruzione elementare, post-elementare e sulle sue opere d'integrazione, approvato con R. decreto 5 febbraio 1928, n. 577, è sostituito dal seguente:

« Art. 140. — Presso gli Istituti superiori di magistero e presso l'Accademia fascista di educazione fisica può essere tenuto per un biennio, in missione, un numero di maestri non superiore rispettivamente a trenta e a dieci, i quali conservano lo stipendio e la sede.

« Per la scelta dei maestri, che intendono frequentare gli Istituti superiori di magistero, il Ministero bandisce ogni anno un concorso per titoli. Nel bando saranno contenute le norme del concorso.

« Per la scelta dei maestri, che intendono frequentare l'Accademia fascista di educazione fisica, varranno le norme che saranno date dalla Presidenza dell'Opera nazionale Balilla.

« Per l'anno scolastico 1929-30, ai maestri nati nelle nuove Provincie sono riservati non oltre sette posti di missione presso gli Istituti superiori di magistero ».

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 24 gennaio 1929 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — BELLUZZO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 15 *febbraio* 1929 - *Anno VII*
Atti del Governo, registro 281, *foglio* 141. — SIROVICH.

Numero di pubblicazione 625.

REGIO DECRETO-LEGGE 28 gennaio 1929, n. 146.
Inquadramento nel ruolo dei funzionari di pubblica sicurezza degli ufficiali della Divisione speciale di polizia della Capitale.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto-legge 2 aprile 1925, n. 383;
Visto il R. decreto-legge 18 ottobre 1925, n. 1846;
Visto il R. decreto-legge 9 gennaio 1927, n. 33, e successive modificazioni apportate con R. decreto 16 gennaio 1927, n. 48;
Visto il R. decreto-legge 11 dicembre 1927, n. 2380;
Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;
Ritenuta la necessità assoluta ed urgente di provvedere;
Sentito il Consiglio di Stato, a termini dell'art. 14, n. 1, del testo unico approvato con R. decreto 26 giugno 1924, n. 1054;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, e del Ministro Segretario di Stato per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Gli ufficiali della Divisione speciale di polizia della Capitale, attualmente in servizio, sono inquadrati nel ruolo dei funzionari di P. S. col grado corrispondente a quello che essi rivestono alla data di entrata in vigore del presente decreto.

Nel nuovo grado essi vengono nominati con anzianità iniziale e collocati insieme agli ex ufficiali del Corpo trasferiti nel ruolo dei funzionari di P. S. per effetto del R. decreto-legge 11 dicembre 1927, n. 2380, riprendendo, rispetto agli stessi, la posizione di anzianità che avevano nel ruolo degli ufficiali del Corpo degli agenti di P. S. anteriormente alla emanazione del citato Regio decreto-legge.

Peraltro, gli ufficiali che avessero conseguito una promozione fra la data di entrata in vigore del surripetuto Regio decreto-legge e quella di entrata in vigore del presente decreto andranno ad occupare l'ultimo posto nel ruolo dei funzionari di P. S. del grado corrispondente a quello che essi attualmente rivestono.

Art. 2.

Detti ufficiali conservano a titolo di assegno personale la eventuale eccedenza dello stipendio di cui fossero forniti alla data di entrata in vigore del presente decreto rispetto a quello iniziale del nuovo grado. Tale eccedenza verrà riassorbita con i successivi aumenti di stipendio.

Art. 3.

Gli agenti di P. S. che prestano servizio nella Capitale dipendono direttamente dal questore, il quale esercita tutte le funzioni finora attribuite al Comando della Divisione speciale di polizia anche a mezzo dei funzionari di P. S. di cui all'articolo seguente.

Gli agenti assegnati al Ministero, alla Scuola di polizia od a servizi speciali, dipendono però direttamente dal capo dell'ufficio al quale sono addetti.

Art. 4.

I funzionari da destinarsi al comando degli agenti in servizio nella Capitale sono designati con speciale provvedimento del prefetto, su proposta del questore, da sottoporsi all'approvazione del Ministero e non possono eccedere per ciascun grado il numero di quelli indicati all'art. 7 del presente decreto. L'incarico può essere sempre revocato.

Art. 5.

I funzionari di cui all'articolo precedente devono essere provvisti della divisa militare attualmente in vigore per il corrispondente grado di ufficiale degli agenti e devono mantenerla sempre in perfetta efficienza.

A tal fine è loro corrisposta la seguente indennità annua pagabile a rate mensili posticipate:

ai funzionari di grado superiore al 9° . .	L. 1500
ai funzionari di grado 9°	» 1250
ai funzionari dei gradi 10° e 11°	» 1000

Art. 6.

Il quarto comma dell'articolo unico del R. decreto 8 marzo 1928, n. 489, riguardante la composizione della Commissione di avanzamento degli agenti di P. S. della Capitale è abrogato.

Art. 7.

I posti di questore ed ispettore generale di 2ª classe sono aumentati di 1
quelli di commissario capo di 1
quelli di commissario di 5
quelli di commissario aggiunto di 18
quelli di vice commissario e di vice commissario aggiunto di 35

Restano quindi variati i ruoli organici dei funzionari di P. S. di cui alla tabella *A* allegata al R. decreto-legge 11 dicembre 1927, n. 2380, la quale è sostituita dalla tabella *A* allegata al presente decreto, ed è soppresso il ruolo degli ufficiali della Divisione speciale di polizia della Capitale, di cui alla tabella *B* annessa al citato Regio decreto.

Art. 8.

Fino a che non sarà provveduto alla emanazione di un nuovo regolamento per il Corpo degli agenti di P. S., ogni qualvolta nel vigente regolamento generale, in quello per la

Divisione speciale di polizia di Roma, o in qualsiasi altro atto legislativo o regolamentare riguardante il Corpo degli agenti di P. S. vengono indicati il comandante della Divisione speciale di polizia, od altro ufficiale, come componenti di Commissioni, o incaricati di esercitare una determinata funzione, tali uffici o funzioni spetteranno, in luogo del comandante la Divisione speciale di polizia, al questore di Roma, o al vice questore, ed, in luogo dell'ufficiale, ad un funzionario di P. S. di grado corrispondente.

Art. 9.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, e sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge. Il Capo del Governo, Ministro per l'interno, proponente, è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 28 gennaio 1929 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — MOSCONI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 15 febbraio 1929 - Anno VII
Atti del Governo, registro 281, foglio 142. — SIROVICH.

TABELLA A

Ufficiali di pubblica sicurezza.

Gruppo A.

Grado	Numero dei posti
5° Questori ed ispettori generali di 1ª classe	40
6° Questori ed ispettori generali di 2ª classe	63
7° Vice questori	100
7° Commissari capi	166
8° Commissari	475
9° Commissari aggiunti	498
10° Vice commissari 11° Vice commissari aggiunti	460
	1802

Impiegati di polizia.

Gruppo C.

Grado	Numero dei posti
9° Impiegati di polizia di 1ª classe	82
10° Impiegati di polizia di 2ª classe	296
11° Impiegati di polizia di 3ª classe	197
	575

Impiegati d'ordine di pubblica sicurezza.

Gruppo C.

Grado	Numero dei posti
9° Archivisti capi di P. S.	74
10° Primi archivisti di P. S.	222
11° Archivisti di P. S.	369
12° Applicati di P. S.	663
13° Alunni d'ordine di P. S.	147
	1475

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per le finanze: MOSCONI.

Il Capo del Governo: MUSSOLINI.

Numero di pubblicazione 626.

REGIO DECRETO 31 dicembre 1928, n. 3325.

Approvazione del regolamento per il personale del Banco di Sicilia.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Veduto l'art. 51 dello statuto del Banco di Sicilia, approvato con R. decreto-legge 27 novembre 1927, n. 2211;

Veduto l'art. 49 del predetto statuto, col quale si riconosce al direttore generale del Banco di Sicilia la facoltà di esercitare le funzioni di quel Consiglio di amministrazione, fino a che esso non sia regolarmente ricostituito;

Veduta la deliberazione adottata il 16 maggio 1928 dal direttore generale del Banco di Sicilia;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le finanze, di concerto col Ministro per l'economia nazionale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

E' approvato l'unito testo di regolamento per il personale del Banco di Sicilia, visto, d'ordine Nostro, dal Ministro proponente.

Art. 2.

Il presente decreto avrà vigore dal giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 dicembre 1928 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — MOSCONI — MARTELLI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 29 gennaio 1929 - Anno VII
Atti del Governo, registro 280, foglio 263. — SIROVICH.

Regolamento per il personale del Banco di Sicilia.

TITOLO I.

DISPOSIZIONI GENERALI.

CAPITOLO I.

Pianta organica e gerarchia.

Art. 1.

Il personale di ruolo del Banco di distingue in stabile ed aggregato, ed è suddiviso in categorie e gradi.

Il direttore generale fa parte del personale del Banco ed occupa nella relativa gerarchia il grado più elevato.

Egli propone al Consiglio di amministrazione tutti i provvedimenti che rientrano nella competenza di questo, a norma delle disposizioni contenute nel presente regolamento.

Art. 2.

Le categorie ed i gradi del personale stabile sono:

Categoria amministrativo-contabile:

Ispettore generale;
Direttore centrale;
Direttore di prima classe e ispettore superiore (gradi equiparati);
Direttore e ispettore (gradi equiparati);
Vice-direttore e vice-ispettore (gradi equiparati);
Capo di ufficio;
Primo segretario-ragioniere.

Categoria di cassa:

Cassiere principale;
Cassiere capo;
Primo cassiere.

Gli impiegati appartenenti ai gradi equiparati di capo di ufficio e cassiere capo e ai gradi superiori hanno il titolo di funzionari.

Art. 3.

Le categorie ed i gradi del personale aggregato sono:

Categoria amministrativo-contabile:

Segretario-ragioniere.

Categoria di cassa:

Cassiere.

Categoria d'ordine:

Applicato di prima classe;
Applicata di prima classe;
Applicato di seconda classe;
Applicata di seconda classe.

Categoria subalterna:

Primo commesso di cassa e primo usciere (gradi equiparati);
Commesso di cassa e usciere (gradi equiparati);
Fattorino.

Art. 4.

L'ordine indicato negli articoli 2 e 3 stabilisce la gerarchia tra le varie categorie e fra i gradi di ciascuna categoria, rispettivamente per il personale stabile e per quello aggregato, salvo per i gradi di cassiere principale e di cassiere capo che sono rispettivamente equiparati a quelli di vice-direttore e di capo di ufficio.

Le categorie amministrativo-contabile e di cassa del personale aggregato ed i gradi in esse compresi seguono gerarchicamente le categorie omonime del personale stabile.

La gerarchia fra gli impiegati di uno stesso grado o di gradi equiparati è determinata dalla anzianità nel grado e, a parità di anzianità, dall'ordine di nomina.

CAPITOLO II.

Attribuzioni dei funzionari.

Art. 5.

L'ispettore generale è preposto ai servizi ispettivi.

Indipendentemente dalle disposizioni date dal direttore generale di propria iniziativa o per segnalazione fattane dai capi servizio centrali, egli ha l'obbligo:

a) di proporre al direttore generale stesso le ispezioni, verifiche ed inchieste che ritenga necessarie od opportune;

b) di provocare dal direttore generale le disposizioni occorrenti perchè tutti gli uffici del Banco siano ispezionati almeno una volta l'anno;

c) di sorvegliare a che vengano eseguite almeno una volta l'anno dai direttori degli stabilimenti le verifiche di cassa di cui all'art. 33 dello statuto.

Debbono dal direttore generale essere normalmente affidate all'ispettore generale le inchieste a carico di funzionari appartenenti ai gradi di direttore centrale, direttore di prima classe e ispettore superiore.

L'ispettore generale coadiuva altresì il direttore generale, entro i limiti e con le modalità da questo fissate, nei compiti di vigilanza, di coordinamento e di sviluppo che competono al capo dell'Istituto o che questi creda di avocare a sè.

Speciali incarichi possono infine essere affidati all'ispettore generale dal Consiglio di amministrazione.

Art. 6.

I direttori centrali sono preposti a gruppi di servizi o alle più importanti sezioni del Banco.

Essi, oltre ad esercitare le funzioni che siano loro delegate ai sensi dell'art. 21 dello statuto, debbono invigilare sull'organizzazione e sull'andamento dei servizi cui sono preposti e sull'esatto, corrente ed efficace adempimento da parte dei dipendenti uffici dei compiti rispettivi. Hanno altresì l'obbligo di fare al direttore generale le proposte necessarie od opportune per il migliore svolgimento e per lo sviluppo dei servizi, comprese quelle che attengano a revisione di criteri e norme, ad ispezioni, verifiche od inchieste.

I funzionari aventi grado di direttore centrale possono essere anche preposti alle sedi principali del Banco.

Essi assumono in tal caso gli obblighi e le responsabilità previsti dall'art. 33 dello statuto.

Possono altresì, ove se ne ravvisi l'opportunità, essere incaricati dal direttore generale di ispezioni od inchieste.

Art. 7.

I direttori di prima classe e i direttori possono essere preposti, oltre che alle sedi e alle filiali del Banco, anche a singoli servizi o uffici od a speciali sezioni dell'Amministrazione centrale.

Art. 8.

Gli ispettori superiori e gli ispettori compiono, seguendo le istruzioni loro impartite, ispezioni, verifiche ed inchieste, tanto presso gli stabilimenti che presso gli uffici centrali; i vice-ispettori hanno uguali attribuzioni rispetto alle filiali, che non siano rette da direttori di prima classe o da direttori,

e alle agenzie, e possono anche essere incaricati di coadiuvare funzionari dei gradi superiori nelle inchieste, ispezioni e verifiche di maggiore importanza.

I funzionari di cui al comma precedente riferiscono direttamente al direttore generale sui risultati delle ispezioni, verifiche ed inchieste loro affidate. Per ogni altro rapporto di ufficio essi dipendono però dall'ispettore generale.

Tanto gli ispettori superiori e gli ispettori quanto i vice-ispettori possono essere, occorrendo, temporaneamente adibiti per disimpegnare funzioni direttive pertinenti a gradi equiparati sia negli uffici centrali che in quelli periferici.

Art. 9.

I vice-direttori possono essere chiamati ad esercitare le attribuzioni:

a) di coadiutori dei direttori centrali, dei direttori di prima classe o dei direttori presso le sedi;

b) di preposti a singoli servizi od uffici o a sezioni di minore importanza presso la Direzione generale;

c) di preposti a filiali o ad agenzie.

I vice-direttori di cui alla lettera a) coadiuvano il preposto alla sede nelle incombenze a lui demandate e nei limiti da questo fissati, ed invigilano sullo svolgimento dei servizi sia nei rapporti interni che in quelli col pubblico. Essi inoltre disimpegnano, quando siano a ciò espressamente delegati a norma delle disposizioni di servizio, attribuzioni di competenza del direttore dal quale dipendono.

I vice-direttori di cui alle lettere b) e c) assumono, col titolo di direttore del servizio, dell'ufficio o della sezione, della filiale o della agenzia cui sono preposti, le relative responsabilità.

Art. 10.

I capi di ufficio possono essere preposti ad uffici centrali o periferici o ad agenzie. Quelli preposti ad agenzie assumono il titolo di agente.

I capi di ufficio, coadiuvati normalmente da altri impiegati di minor grado, nel numero riconosciuto necessario, curano, assumendone la responsabilità, il completo, regolare svolgimento dei servizi loro affidati, a norma delle disposizioni che essi sono tenuti ad osservare ed a fare osservare dagli impiegati da loro dipendenti.

Art. 11.

I cassieri principali e i cassieri capi sono preposti agli uffici di cassa presso le sedi, i secondi, se del caso, anche presso le filiali e le agenzie più importanti; essi possono essere coadiuvati da altri impiegati delle categorie di cassa e subalterna, e rispondono del buon andamento del servizio di cassa e della osservanza delle disposizioni di legge e di regolamento e delle istruzioni di servizio.

I cassieri capi hanno l'obbligo di compiere, ove occorra, le operazioni col pubblico agli sportelli dell'ufficio cui sono preposti.

Salvo quanto altro è disposto dalle istruzioni di servizio, i cassieri principali e i cassieri capi sono materialmente responsabili verso il Banco tanto dell'opera propria quanto di quella degli impiegati dipendenti, i quali, ciò non ostante, sono a loro volta direttamente responsabili verso il Banco e verso il cassiere principale o il cassiere capo di qualsiasi loro errore o frode.

Art. 12.

I primi cassieri che, al bisogno, siano, con espressa autorizzazione del direttore generale, preposti agli uffici di cassa delle filiali e delle agenzie di città designate fra le più importanti dal Consiglio di amministrazione, assumono rispettivamente il titolo di cassiere capo di filiale e di cassiere capo di agenzia, e percepiscono lo speciale assegno fissato per le relative funzioni nell'allegata tabella n. 7.

CAPITOLO III.

Nomine e promozioni.

Art. 13.

Per le nomine e le promozioni, oltre alle disposizioni contenute nei titoli II e III di questo regolamento, si applicano quelle degli articoli seguenti.

Art. 14.

Tutti gli impiegati, all'atto della conferma della nomina fra il personale di ruolo, debbono, sotto pena di decadenza per gli impiegati stabili e di rescissione del rapporto d'impiego per gli elementi del personale aggregato, prestare giuramento davanti al direttore da cui dipendono, con l'assistenza di due testimoni, secondo la seguente formula:

« Giuro che sarò fedele al Re ed ai suoi Reali Successori; che osserverò lealmente lo Statuto e le altre leggi dello Stato; che adempirò a tutti gli obblighi del mio ufficio con diligenza e con zelo, per il pubblico bene e nell'interesse dell'Amministrazione, serbando scrupolosamente il segreto di ufficio, e conformando la mia condotta, anche privata, alla dignità dell'impiego.

« Giuro che non appartengo nè apparterrò ad associazioni o partiti la cui attività non si concilii coi doveri del mio ufficio. Giuro di adempiere a tutti i miei doveri, al solo scopo del bene inseparabile del Re e della Patria ».

Del prestato giuramento è redatto apposito verbale.

Sono esonerati dal giuramento gli impiegati di nazionalità straniera eventualmente assunti in servizio.

Art. 15.

Entro il secondo trimestre di ogni anno, la Commissione per il personale, di cui all'art. 86, tenute presenti le note caratteristiche degli impiegati stabili, forma per ciascun grado, esclusi quelli superiori a vice-direttore e vice-ispettore, il quadro degli impiegati promovibili al grado superiore, elencandoli secondo la loro anzianità.

Non può essere compreso nei quadri dei promovibili l'impiegato che, negli ultimi due anni, abbia conseguito una qualifica inferiore a quella di distinto.

I quadri dei promovibili hanno vigore sino alla prossima revisione annuale: essi non possono, per alcun motivo, essere comunicati agli interessati od a terzi.

Art. 16.

Entro il secondo trimestre di ogni anno si provvede altresì, secondo le norme dell'articolo precedente, alla formazione dei quadri degli impiegati appartenenti al personale aggregato, promovibili a gradi superiori ovvero nominabili ai gradi iniziali delle categorie amministrativo-contabile o di cassa del personale stabile.

Art. 17.

Le promozioni di grado sono conferite dal Consiglio di amministrazione in base a scelta per merito comparativo; tale scelta per gli impiegati appartenenti ai gradi pei quali, a norma degli articoli 15 e 16, sono formati i quadri di pro-

movibilità viene fatta fra gli impiegati dichiarati promovibili.

Si fa eccezione per le promozioni al grado di capo ufficio, che il Consiglio di amministrazione può, per un limitato numero di posti, conferire sulla base di un concorso interno per esami, le cui prove siano intese ad accertare nei vincitori il possesso di una elevata cultura nelle materie di banca.

Art. 18.

Le promozioni di grado ed i passaggi da uno ad altro grado equiparato o superiore della stessa o di altra categoria non divengono definitivi se non in seguito a convalida, da pronunciarsi dal Consiglio di amministrazione dopo esperimento, con esito favorevole, della durata di almeno un anno, prorogabile sino a due anni, salvo che il Consiglio stesso, per esigenze di servizio e con motivata deliberazione, dichiari di adottare gli anzicennati provvedimenti con carattere definitivo.

Ove l'esperimento non abbia esito favorevole, l'impiegato è restituito al grado precedentemente occupato ed al posto che in tale grado avrebbe raggiunto se vi fosse rimasto.

Il periodo di esperimento è utile per il computo dell'anzianità di servizio e di grado a tutti gli effetti.

Le disposizioni di questo articolo non si applicano ai passaggi fra i gradi equiparati di direttore di prima classe e ispettore superiore, di direttore e ispettore, di vice-direttore e vice-ispettore.

Art. 19.

Il Consiglio d'amministrazione può promuovere, nominare od assumere impiegati in più del numero stabilito per ciascun grado in corrispondenza di altrettanti vuoti esistenti nei gradi superiori della stessa categoria o in quelli di categoria superiore alla quale si acceda normalmente soltanto da quella considerata.

Capitolo IV.

Passaggi di categoria e di grado.

Art. 20.

Il Consiglio di amministrazione può, per esigenze di servizio, disporre passaggi, anche in temporaneo soprannumero, fra i gradi equiparati di direttore di prima classe e ispettore superiore, di direttore ed ispettore, di vice-direttore e vice ispettore, di primo commesso di cassa e primo usciere, di commesso di cassa e usciere.

Art. 21.

Quando l'interesse del servizio lo richieda, il Consiglio di amministrazione può, con deliberazione motivata, trasferire i cassieri principali, i cassieri capi ed i primi cassieri rispettivamente ai gradi di vice direttore o vice ispettore, di capo di ufficio e di primo segretario-ragioniere, purchè essi siano provvisti del titolo di studio richiesto per l'assunzione nella categoria amministrativo-contabile.

Art. 22.

Quando ragioni di ordine amministrativo non si oppongano, l'impiegato può, a sua domanda, essere trasferito ad un grado inferiore della stessa categoria o a quello gerarchicamente equiparato o inferiore di una categoria diversa, osservate in ogni caso, per i passaggi di cui al precedente articolo, le disposizioni in esso contenute.

Capitolo V.

Destinazioni e trasferimenti - Missioni Collocamenti a disposizione.

Art. 23.

Le destinazioni ed i trasferimenti degli impiegati hanno luogo in base alle esigenze del servizio e sono disposti dal direttore generale. I provvedimenti della specie, relativi ai direttori centrali, ai direttori di prima classe ed agli ispettori superiori, ai direttori e agli ispettori, sono deliberati dal Consiglio di amministrazione.

Per i trasferimenti può essere accordata la precedenza agli impiegati che ne abbiano fatto formale e giustificata domanda.

Il provvedimento che abbia corso in base a domanda formale dell'impiegato deve portare l'indicazione relativa.

Art. 24.

L'impiegato può essere inviato in temporanea missione fuori della propria residenza.

Art. 25.

L'impiegato può essere, di ufficio, con provvedimento del direttore generale, collocato a disposizione della Direzione generale, presso gli uffici centrali o altrove:

a) quando e fino a che sia destinato a funzioni non comprese negli impieghi e compiti ordinari dell'Istituto;

b) quando l'Amministrazione si riservi di adottare provvedimenti nei di lui riguardi;

c) per esigenze di servizio, le quali richiedano che la Direzione generale possa disporre di uno o più impiegati là dove il bisogno si manifesti;

d) in connessione al collocamento in congedo straordinario per motivi di famiglia o per servizio militare.

L'ordinanza che colloca un impiegato a disposizione della Direzione generale o altra apposita, determina, quando ciò sia necessario, se e quali indennità speciali debbano essergli mantenute o attribuite.

I provvedimenti di cui in questo articolo debbono essere dal direttore generale sottoposti alla ratifica del Consiglio di amministrazione.

Art. 26.

Salvo speciale autorizzazione del direttore generale, non possono contemporaneamente essere addetti allo stesso servizio presso la Direzione generale nè appartenere al personale di uno stesso stabilimento impiegati che siano tra loro parenti od affini sino al terzo grado.

Qualsiasi rapporto di parentela o di affinità che esistesse o fosse per sorgere fra impiegati dell'Istituto deve essere denunciato alla Direzione generale.

Capitolo VI.

Doveri degli impiegati.

Art. 27.

L'impiegato deve:

1° tenere una condotta irreprensibile per disciplina, dignità, moralità e solidarietà con l'Amministrazione;

2° mantenere un tenore di vita proporzionato alle proprie entrate, evitando di contrarre debiti che siano oggetto di giustificati reclami per inadempienza;

3° osservare le disposizioni di legge e di regolamento, nonchè le istruzioni di servizio e le disposizioni dei superiori, ed assolvere, con diligenza, assiduità e senso di responsabilità, tutti i compiti che gli sono assegnati;

4° usare modi cortesi col pubblico, tenere un contegno rispettoso verso i superiori, cordiale con i colleghi, ed improntato a dignità e benevolenza con gli impiegati di grado inferiore;

5° osservare rigorosamente il segreto in ordine agli affari del Banco ed a quelli di terzi, che siano a sua conoscenza per ragioni di ufficio;

6° coadiuvare e supplire altri impiegati nelle incombenze di ufficio, a seconda delle disposizioni dei superiori;

7° curare temporaneamente, e quando ne sia delegato, le attribuzioni di un ufficio diverso, anche superiore, e compiere qualsiasi lavoro, mansione o incarico, quando anche propri di funzioni di grado inferiore;

8° prestare l'opera propria in ore straordinarie quando le esigenze del servizio lo richiedano;

9° avere cura dei mobili ed oggetti affidatigli ed evitare ogni sciupio nei consumi attinenti al servizio;

10° risiedere stabilmente nel luogo dove esercita il proprio ufficio, salvo che, per gravi ragioni debitamente accertate, egli sia autorizzato a risiedere temporaneamente in luogo vicino, quando ciò sia ritenuto conciliabile col pieno e regolare adempimento dei doveri di ufficio;

11° notificare al proprio capo di ufficio il suo veridico stato di famiglia ed ogni variazione nello stesso, nonchè il recapito cui fargli pervenire, per la via più breve, ed anche quando egli non presti effettivo servizio, comunicazioni di ufficio;

12° notificare prontamente al proprio capo di ufficio i motivi che eventualmente lo costringano ad assentarsi dal servizio;

13° informare senza ritardo il superiore diretto di ogni arretro verificatosi nel lavoro;

14° cooperare alla prosperità del Banco, eventualmente anche sottoponendo ai superiori il risultato di studi e di esperienze che possano contribuire al migliore andamento dei servizi;

15° istruire i propri dipendenti, sorvegliarne l'opera e la condotta, l'una e l'altra valutando e qualificando con giusta severità, richiamandoli, se del caso, all'osservanza dei loro doveri;

16° osservare l'orario di ufficio;

17° rilasciare, se prescritta, agli incaricati della normale custodia degli atti o documenti di ufficio, regolare ricevuta delle lettere, degli incartamenti od altro che abbia necessità di trattenere temporaneamente presso di sè per esigenze di servizio;

18° adottare, se rientrino nella propria competenza, i provvedimenti del caso per le inosservanze, da parte degli impiegati dipendenti, dei doveri e dei divieti di cui in questo e nei successivi articoli, ovvero denunciare ai superiori, per le opportune misure, le inosservanze anzidette, nonchè i casi di incompatibilità previsti dallo statuto, ed in genere ogni mancanza che possa dar luogo a provvedimenti disciplinari;

19° sottoporre ai competenti organi dell'Amministrazione le proprie vertenze col Banco stesso prima di adire l'autorità giurisdizionale.

Art. 28.

E' vietato all'impiegato:

1° di ricevere da terzi, sotto qualsiasi pretesto, compensi di ogni specie per lavori o per incombenze di ufficio;

2° di trarre, comunque, partito a proprio vantaggio dalla trattazione degli affari dell'Istituto;

3° di occuparsi, durante il servizio, di cose estranee alle proprie incombenze di ufficio e di intrattenersi negli uffici con persone estranee all'Istituto per motivi privati;

4° di farsi coadiuvare da persone estranee al personale del Banco nello espletamento delle proprie attribuzioni di ufficio;

5° di occuparsi, anche fuori di ufficio, di affari che possano nuocere agl'interessi dell'Istituto o collidere con i medesimi;

6° di allontanarsi dalla residenza senza autorizzazione del superiore: i preposti alle sedi ed alle filiali non possono allontanarsi dalla residenza senza autorizzazione del direttore generale e i preposti alle agenzie senza autorizzazione del direttore da cui dipendono;

7° di allontanarsi dall'ufficio per ragioni estranee al servizio senza il consenso del superiore diretto;

8° di inoltrare per via non gerarchica comunicazioni o istanze. E' tuttavia concesso agli impiegati di consegnare ai superiori pieghi suggellati indirizzati al direttore generale, cui spetta di valutare se l'impiegato non seguì la via gerarchica per giustificato motivo;

9° di fumare nei locali ove si custodiscono valori, o quando sia in servizio allo sportello o comunque si trovi in diretto rapporto col pubblico;

10° di attendere a pubblicazioni o collaborare a giornali o riviste senza esservi previamente autorizzato;

11° di assumere amministrazioni giudiziarie o private o di accettare nomine a sindaco di società commerciale, salve le disposizioni dell'ultimo comma dell'art. 44 dello statuto;

12° di trattenere presso di sè, salvo necessità di servizio, lettere, documenti od altro;

13° di accedere nei locali del Banco per trattenervisi dopo l'orario normale di ufficio o in giorno festivo, salvo che ciò avvenga per ragioni di servizio e con l'autorizzazione superiore;

14° di usare senza giustificato motivo il telefono per ragioni estranee all'ufficio;

15° di servirsi di altro fra gli impiegati del Banco per incombenze di carattere privato;

16° di accordare prestiti ad altri impiegati o contrarre debiti con essi o con istituti o persone che abbiano rapporti di affari col Banco;

17° di far pervenire ai propri superiori raccomandazioni o sollecitazioni da terze persone.

Art. 29.

E' altresì vietato all'impiegato:

a) di occupare cariche o uffici gratuiti o retribuiti presso pubbliche o private amministrazioni, salvo che in società cooperative costituite fra gli impiegati stessi e in istituzioni di previdenza e di assistenza a favore del personale;

b) di esplicare qualsiasi attività che, a giudizio del direttore generale, non sia conciliabile con l'osservanza dei doveri di ufficio o col decoro dell'Amministrazione o che il direttore generale non creda di consentire per ragioni di opportunità.

Gl'impiegati possono essere autorizzati ad assumere l'incarico di insegnanti, semprechè, a giudizio del Consiglio di amministrazione, ciò sia compatibile con la piena osservanza dell'orario di servizio e degli altri doveri di ufficio.

Capitolo VII.

Note caratteristiche.

Art. 30.

Per ciascun impiegato sono compilate, entro il mese di febbraio di ogni anno, le note caratteristiche su apposito modello stabilito dal Consiglio di amministrazione.

Esse devono contenere, oltre alle notizie richieste dal modello, un giudizio generale e sommario sull'impiegato, e la qualifica complessiva, espressa in uno dei termini: « ottimo, distinto, buono, mediocre, cattivo ».

L'attribuzione della qualifica complessiva è fatta con riguardo alle qualità dimostrate dall'impiegato nel grado da lui rivestito.

Art. 31.

Le note caratteristiche sono compilate dall'ispettore generale, dai direttori centrali, dai direttori di prima classe e dai direttori, per il personale da essi rispettivamente dipendente, sentito, per i capi di ufficio e per i cassieri capi, il parere dei vice-direttori, e, per gli impiegati dei gradi inferiori, oltre al parere dei vice-direttori, quello del preposto all'ufficio cui ciascun impiegato appartiene.

Tali note caratteristiche sono sottoposte all'esame della Commissione per il personale, che le rende definitive.

Il direttore generale forma le note caratteristiche definitive dei direttori centrali, direttori di prima classe, ispettori superiori, direttori e ispettori, e quelle di altro personale che trovisi all'immediata sua dipendenza.

Gli apprezzamenti sfavorevoli e la qualifica complessiva, contenuti nelle note caratteristiche definitive, sono comunicate per iscritto agli interessati.

La qualifica complessiva rimane ferma se non opposta nel termine di quindici giorni dalla comunicazione. Delle opposizioni decide, con provvedimento non soggetto a gravame, il direttore generale o il Consiglio di amministrazione secondo che le note caratteristiche, cui l'opposizione si riferisce, siano state rese definitive dalla Commissione per il personale o siano state formate dal direttore generale.

Per il personale in prova o in esperimento le note caratteristiche debbono essere compilate alla fine del periodo di prova o di esperimento; per il detto personale non si fa luogo alla comunicazione di cui nel quarto comma di questo articolo.

Capitolo VIII.

Orario - Lavoro straordinario - Giorni festivi.

Art. 32.

L'orario normale giornaliero di lavoro è di 8 ore per tutto il personale, eccettuato quello della categoria subalterna, per il quale è di 9 ore, esclusa per tutti qualsiasi tolleranza. Esso viene stabilito dai preposti agli stabilimenti ed ai servizi della Direzione generale, in conformità con le autorizzazioni del direttore generale.

Art. 33.

Le prestazioni straordinarie che siano rese nei giorni festivi, o che, protraendosi oltre il periodo di una settimana, siano di volta in volta autorizzate dalla Direzione da cui l'impiegato dipende, sono retribuite con compenso nella misura del 20 per cento in più della retribuzione oraria, la quale si determina dividendo per 200 la somma degli emolumenti mensili percepiti effettivamente a fine mese da ciascun impiegato per stipendio ed indennità di servizio attivo o assegno supplementare, escluso ogni altro accessorio.

Per il personale subalterno il divisore è di 225, invece che di 200.

Non sono considerate prestazioni straordinarie:

a) quelle dovute a negligenze, omissioni o errori del personale;

b) quelle del personale addetto al servizio di cassa e che siano dovute ai lavori di chiusura delle normali operazioni del giorno;

c) quelle rese ai fini dei lavori di chiusura dell'esercizio e di bilancio;

d) quelle del personale direttivo, dei cui servizi straordinari è tenuto conto in sede di attribuzione dei premi di rendimento.

Per il personale addetto ad uffici della Direzione generale, nei quali la prestazione di servizio in ore straordinarie sia di carattere continuativo, il Consiglio di amministrazione può ragguagliare il compenso per il servizio straordinario ad un assegno mensile.

Art. 34.

Sono festivi i giorni considerati tali per legge a tutti gli effetti civili, e cioè i seguenti:

1° tutte le domeniche;
2° il primo giorno dell'anno;
3° il giorno dell'Epifania;
4° il giorno di S. Giuseppe;
5° il 21 aprile, Natale di Roma;
6° il giorno dell'Ascensione;
7° il giorno del Corpus Domini;
8° il giorno dei SS. Pietro e Paolo;
9° il giorno dell'Assunzione della B. V. M.;
10° il XX settembre;
11° il XXVIII ottobre, annuale della marcia su Roma;
12° il giorno di Ognissanti;
13° il IV novembre;
14° il giorno della Concezione della B. V. M.;
15° il Natale;

salvo le variazioni di tempo in tempo sancite da disposizioni di legge e di decreto.

Il Consiglio di amministrazione determina i giorni e le ricorrenze nelle quali l'orario di lavoro è ridotto alla metà di quello normale, restando in facoltà del direttore generale di disporre l'orario ridotto per non più di quattro ricorrenze annuali.

Si osserverà, in ogni caso, l'orario ridotto nella ricorrenza della festa del Patrono della città, nelle vigilie di Ferragosto e di Natale, nell'ultimo giorno di Carnevale, ed il Giovedì Santo.

Capitolo IX.

Trattamento economico.

Art. 35.

Il trattamento economico del personale è costituito dallo stipendio, dall'indennità di servizio attivo, che è riservata al personale stabile, e dalla gratificazione di fine d'anno, nonchè da altre indennità ed assegni speciali che spettino ai termini degli articoli seguenti.

Art. 36.

Lo stipendio iniziale e l'indennità di servizio attivo per ciascun grado, il numero e la misura degli aumenti periodici

di stipendio, nonchè la durata dei relativi periodi di maturazione, sono stabiliti nell'allegata tabella n. 1.

Gli aumenti periodici sono conferiti dal direttore generale, inteso il parere della Commissione per il personale, agli impiegati che abbiano dato prova di idoneità, diligenza e buona condotta, ed hanno decorrenza dal primo giorno del mese successivo a quello nel quale si compie il periodo stabilito per il conseguimento di essi.

Dal computo del periodo stabilito per il conseguimento degli aumenti di stipendio sono esclusi gli anni nei quali l'impiegato abbia conseguito una qualifica inferiore a quella di « buono ».

Non è ammesso a conseguire l'aumento periodico il funzionario il quale abbia assunto o mantenuto in servizio ovvero abbia bene qualificato impiegati che si siano dimostrati di scarso rendimento.

L'impiegato, che non sia stato ammesso a conseguire l'aumento periodico di stipendio allo scadere del periodo di maturazione, deve, dopo un anno, essere nuovamente giudicato.

Art. 37.

All'impiegato che, per cospicuo rendimento di lavoro ben qualificato, sia riconosciuto meritevole di particolare beneficio, possono essere concesse dal Consiglio di amministrazione, ai soli fini del conseguimento degli aumenti periodici di stipendio, abbreviazioni del periodo di tempo necessario per la maturazione degli aumenti medesimi.

Art. 38.

Al momento della promozione di grado o del passaggio di categoria, anche se in conseguenza di promozione, l'impiegato fornito di uno stipendio maggiore di quello iniziale assegnato al nuovo grado, viene collocato, agli effetti gerarchici, nell'ultimo posto di esso, ma ha il diritto a percepire, oltre lo stipendio organico iniziale, un assegno pensionabile pari alla differenza fra lo stipendio percepito nel grado di provenienza e quello iniziale del nuovo grado. Tale differenza è assorbita dai successivi aumenti di stipendio a qualsiasi titolo conseguiti.

In ogni caso, però, l'impiegato promosso di grado o trasferito di categoria ha diritto a percepire nel nuovo grado, fra stipendio organico ed assegno pensionabile, una somma almeno pari allo stipendio cui avrebbe avuto di tempo in tempo diritto nel grado di provenienza, se vi fosse rimasto.

L'impiegato trasferito, in virtù delle disposizioni dell'articolo 20, da uno ad altro grado equiparato, conserva lo stipendio raggiunto nel grado di provenienza, ed è collocato fra i parigrado, forniti di uno stipendio uguale, al posto che gli spetta computando in di lui favore l'intera anzianità acquistata nella categoria di stipendio raggiunta nel grado di provenienza.

L'anzianità, che a norma del comma precedente è computata a favore dell'impiegato trasferito in virtù dell'art. 20, è utile ai fini della progressione nella carriera economica del nuovo grado.

L'impiegato trasferito, a sua domanda o di ufficio, in un grado gerarchicamente inferiore della stessa o di altra categoria, è collocato, fra i parigrado, nel posto gerarchico e con lo stipendio stabiliti, con criterio di equità, dal Consiglio di amministrazione, il quale, in ogni caso, non potrà attribuirgli uno stipendio superiore a quello goduto nel grado di provenienza, sempre nel limite dello stipendio massimo previsto per il nuovo grado.

Art. 39.

Le indennità speciali sono:

a) di famiglia;
b) di carica;
c) di rischio;
d) di alloggio;
e) di custodia.

Le indennità di cui alle lettere *a*), *b*), *c*) e *d*) sono corrisposte nella misura ed alle condizioni stabilite nelle annesse tabelle nn. 2, 3, 4 e 5.

L'indennità di custodia è corrisposta nell'ammontare fissato dalla Direzione generale agli impiegati subalterni i quali siano tenuti a prestare servizio di guardia notturna.

Art. 40.

Gli assegni speciali sono:

a) quello supplementare per il personale aggregato;
b) quello per le funzioni di cui all'art. 12.

L'assegno di cui alla lettera *a*), per gli impiegati che sono ammessi a fruirne secondo la tabella n. 6, è corrisposto nella misura concretamente fissata dal Consiglio di amministrazione entro i limiti minimi e massimi stabiliti nella tabella stessa.

L'assegno di cui alla lettera *b*) è corrisposto nella misura stabilita nella tabella n. 7.

Art. 41.

Il personale residente all'estero, nelle Colonie e nei possedimenti ha diritto a speciali indennità determinate dal Consiglio di amministrazione, il quale può anche attribuire indennità speciali al personale residente in zone notoriamente malariche e nelle isole di Pantelleria e Lipari.

Spetta inoltre agli impiegati di ruolo destinati o trasferiti in Colonia, esclusi quelli assunti localmente, una indennità di equipaggiamento, e, per ogni triennio di ininterrotta residenza in Colonia, a cominciare dal secondo, un premio di permanenza coloniale. I detti assegni sono attribuiti nella misura e con le norme fissate dal Consiglio di amministrazione.

Art. 42.

La corresponsione dell'indennità di servizio attivo, per il personale stabile, e dell'assegno supplementare, per il personale aggregato, non è sospesa durante il periodo di assenza dell'impiegato, dipendente da permesso o da malattia per un periodo non eccedente gli otto giorni, complessivamente in un anno, e da congedo ordinario. Cessa invece in ogni altro caso di assenza.

Il periodo di corresponsione delle indennità e degli assegni speciali ha inizio dal giorno in cui l'impiegato si trova nelle condizioni volute per l'attribuzione delle indennità e degli assegni stessi e cessa nel giorno in cui tali condizioni vengono meno.

La corresponsione delle indennità e degli assegni speciali non è sospesa durante il periodo di assenza dell'impiegato, dipendente da permesso o da congedo ordinario. Negli altri casi di assenza il direttore generale, salvo quanto è disposto nel primo comma di questo articolo, stabilisce, con provvedimento soggetto alla ratifica del Consiglio di amministrazione, se ed in quale misura le indennità e gli assegni stessi debbano dall'impiegato essere percepiti.

Nei casi di temporanea assunzione di funzioni pertinenti a gradi per i quali sia stabilita una indennità di carica, questa è corrisposta all'impiegato che temporaneamente assume dette funzioni, semprechè le mantenga per un periodo non inferiore ad un mese.

Art. 43.

Quando i provvedimenti di cui al 1° comma dell'art. 18 non siano adottati con carattere definitivo, l'impiegato, pur facendo parte del nuovo grado, continua, durante il periodo di esperimento, a percepire lo stipendio del grado precedente, ma ha diritto alle indennità ed agli assegni speciali pertinenti al grado superiore.

Art. 44.

Lo stipendio, le varie indennità e gli assegni speciali sono corrisposti a rate mensili posticipate nel giorno 27 di ogni mese, meno per il mese di dicembre, nel quale la corresponsione relativa ha luogo il giorno 24.

E' vietato ai funzionari, cui compete di disporre il pagamento delle retribuzioni mensili, di consentire anticipi sulle stesse.

Art. 45.

L'assunzione, la nomina o la promozione dell'impiegato, quando questo, anche per giustificati motivi, assuma servizio oltre il termine prefissogli, decorre, agli effetti della corresponsione degli assegni, dal giorno della effettiva presentazione in servizio nella residenza assegnatagli.

Art. 46.

La gratificazione di fine d'anno è deliberata dal Consiglio di amministrazione subordinatamente alle favorevoli previsioni sui risultati del bilancio, ed è commisurata ad una mensilità netta di tutti gli assegni goduti dall'impiegato, salvo le riduzioni particolari che il detto Consiglio deliberi di applicare.

Art. 47.

La quota degli utili netti annuali messa a disposizione del Consiglio di amministrazione per premi di rendimento al personale è distribuita dal direttore generale secondo i criteri di massima fissati dal Consiglio anzidetto.

Nell'assegnazione dei premi di rendimento è tenuto conto delle prestazioni di lavoro straordinario rese dai funzionari esclusi dallo speciale compenso di cui all'art. 33.

CAPITOLO X.

Indennità di missione e di trasferta.

Art. 48.

Agli impiegati che si recano in missione sono corrisposte, per le spese di viaggio e per quelle di soggiorno fuori del luogo di loro ordinaria residenza, le indennità di cui appresso:

a) rimborso delle spese di viaggio sulle ferrovie, sulle linee di automobili e sugli altri veicoli a trazione meccanica, destinati in modo periodico e regolare al pubblico servizio;

per la prima classe, ai funzionari;

per la seconda classe, agli impiegati degli altri gradi delle categorie amministrativo-contabile e di cassa e a quelli della categoria d'ordine;

per la terza classe, agli impiegati della categoria subalterna;

b) rimborso delle spese di viaggio sui piroscafi, per la prima classe al personale di tutti i gradi, meno quello della categoria subalterna, cui il rimborso è fatto per la seconda classe;

c) aumento di due decimi sui rimborsi per le spese di cui alle lettere *a*) e *b*);

d) compenso di lira 1 per ogni chilometro di percorso su via ordinaria, qualunque sia il grado dell'impiegato;

e) indennità giornaliera di soggiorno (diaria) nella misura stabilita nell'allegata tabella n. 8;

f) compenso speciale agli impiegati che siano costretti, per la scorta di valori, a pernottare vegliando, in misura, da fissarsi volta per volta dai direttori locali, non maggiore di un terzo della indennità di cui alla lettera *e*);

g) rimborso delle spese varie fatte nell'interesse del servizio (vettura riservata per trasporto fondi, scorte militari, spese postali e telegrafiche, ecc.).

Art. 49.

Qualora la missione nella stessa località duri oltre un mese, la misura della indennità di soggiorno (diaria), da corrispondersi per il tempo successivo, è ridotta a due terzi.

Se la durata della missione, sempre nella stessa località, ecceda i tre mesi, la misura della indennità, per il tempo successivo, è ridotta alla metà.

Qualora la missione si protragga oltre i sei mesi, la continuazione della concessione dell'indennità di soggiorno è subordinata ad autorizzazione del direttore generale, il quale fissa la misura della indennità in aliquota non superiore alla metà di quella normale.

Quando la missione debba, per cause di servizio, essere interrotta per un periodo di tempo non inferiore a 15 giorni, la sua continuazione, nella stessa località, è considerata, agli effetti della indennità, come l'inizio di una nuova missione.

Art. 50.

Spettano soltanto i due terzi dell'indennità di soggiorno nelle missioni per le quali il ritorno in residenza abbia luogo nella stessa giornata.

Qualora la missione sia resa in località distanti non più di trenta chilometri dal luogo di residenza dell'impiegato e che siano con tale luogo congiunte con linee ferroviarie, tramviarie o automobilistiche, l'indennità di soggiorno (diaria) è corrisposta per ciascun giorno, anche parzialmente trascorso fuori residenza, nella misura di metà di quella ordinaria, e le spese di viaggio di cui alla lettera *a*) dell'articolo 48, per l'andata e per il ritorno giornalieri, sono rimborsate nella misura effettiva nella quale sono state sostenute, senza l'aumento del doppio decimo.

Se il servizio da disimpegnare nelle località di cui al comma precedente richieda l'opera continuativa dell'impiegato per più di un giorno, e l'impiegato riceva espressa disposizione di fissare nel luogo della missione la sua dimora per tutta la durata del servizio, l'indennità di soggiorno è corrisposta nella misura ordinaria.

Art. 51.

Le indennità si pagano al termine della missione, ovvero mensilmente se questa si protrae oltre un mese. Quando l'impiegato ne faccia domanda, possono essergli concesse anticipazioni.

Art. 52.

Agli impiegati trasferiti spettano, per loro e per le persone di famiglia a loro carico, le indennità di viaggio stabilite nelle lettere *a*), *b*), *c*) e *d*) dell'art. 48.

Spettano inoltre:

a) per ciascun giorno di viaggio: la indennità stabilita nella lettera *e*) dell'art. 48, per l'impiegato, e un compenso nella misura stabilita nell'allegata tabella n. 9, per ogni persona da considerarsi facente parte della sua famiglia;

b) il rimborso integrale delle spese necessarie, e debitamente comprovate, sostenute per imballaggio, presa e resa a domicilio e trasporto della mobilia e del bagaglio normali, col mezzo più economico;

c) un compenso ragguagliato ai due decimi delle spese di cui alla lettera *b*), quando l'impiegato trasferito non si sia avvalso di agenzie di trasporti per l'imballaggio, la presa e resa a domicilio ed il trasporto della mobilia e del bagaglio;

d) il rimborso dell'eventuale perdita di pigione per un periodo massimo di sei mesi, quando non sia stato possibile sciogliere la locazione o far luogo a sub-affitto;

e) un eventuale indennizzo, per spese straordinarie di sistemazione nella nuova residenza, da attribuirsi con provvedimento del direttore generale, in misura non superiore a quella corrispondente all'indennità di cui alla lettera *e*) dell'art. 48 per un periodo di 30 giorni.

Agli effetti della indennità di trasferimento, sono considerati come facenti parte della famiglia dell'impiegato, sempreché convivano abitualmente con lo stesso e siano a suo totale carico, la moglie, i figli e figliastri di età non superiore ai 25 anni compiuti, le figlie e figliastre nubili, i genitori e gli altri congiunti aventi diritto agli alimenti, nonchè una persona di servizio.

Art. 53.

Nel caso di trasferimento disposto in seguito a domanda formale dell'impiegato, a questo non compete alcun rimborso o indennità. In casi eccezionali, l'apprezzamento dei quali è devoluto al giudizio del direttore generale, questi potrà assegnare all'impiegato una somma a titolo di concorso per le spese del trasferimento, in misura non maggiore della metà della normale indennità di trasferimento.

Art. 54.

Ove il trasferimento venga disposto mentre l'impiegato si trova, anche temporaneamente, assente dalla sua normale residenza di ufficio, il direttore generale, valutate le circostanze di fatto, stabilisce se e per quale percorso debbano essere liquidate le indennità di trasferimento.

Art. 55.

Agli impiegati di nuova assunzione che siano destinati fuori della loro residenza abituale spettano solamente i rimborsi di spesa previsti alle lettere *a*), *b*) e *c*) dell'art. 48 e, per quelli destinati in Colonia, anche l'indennità di equipaggiamento di cui al secondo comma dell'art. 41.

Art. 56.

In casi speciali il Consiglio di amministrazione può, con motivata disposizione, autorizzare il pagamento di indennità previste nei precedenti articoli di questo capitolo in misura equamente determinata, maggiore di quella fissata negli articoli stessi.

CAPITOLO XI.

Congedi ordinari e straordinari.

Art. 57.

L'impiegato, dopo un anno di effettivo servizio, ha diritto ad un periodo annuale di congedo ordinario della durata di cui appresso:

a) 15 giorni lavorativi se l'anzianità di servizio non supera i cinque anni;

b) 21 giorni lavorativi, se l'anzianità di servizio supera i cinque anni e non i quindici;

c) un mese, se l'anzianità di servizio supera i quindici anni.

Ai funzionari spetta il congedo di un mese, qualunque sia la loro anzianità di servizio.

I congedi sono normalmente accordati nel periodo dal 1° aprile al 30 novembre, in base ad un turno stabilito dai direttori, centrali o locali, avuto riguardo alle esigenze di servizio ed ai desideri espressi dagli impiegati.

Per esigenze di servizio i congedi possono essere sospesi o interrotti, fermo il diritto dell'impiegato di completarne il godimento in epoca successiva.

L'impiegato, qualunque sia la sua anzianità di servizio, può ottenere, per giustificati motivi di interesse privato o di famiglia, brevi permessi di assenza che, nel complesso, non oltrepassino i 5 giorni in un anno.

Le assenze che eccedono l'anzidetto numero di giorni, i quali possono essere elevati ad 8 in caso di malattia, si detraggono dal periodo del congedo ordinario.

Art. 58.

Per gli impiegati che prestano servizio in Colonia, e che abbiano almeno un anno di residenza coloniale, la durata del congedo ordinario, di cui al primo comma dell'articolo precedente, è aumentata della metà, e sono esclusi dal novero, per coloro che si rechino in Italia, i giorni di viaggio.

Può essere consentito il cumulo del congedo coloniale non goduto nell'anno precedente con quello spettante per l'anno in corso.

All'impiegato che sia ammesso a godere di congedo cumulativo, e che si rechi in Italia per il godimento del congedo, spetta il rimborso del prezzo del biglietto di viaggio, per sè e per la famiglia (moglie e figli), dal luogo di residenza al porto di sbarco e viceversa.

Tale rimborso spetta nella misura ridotta di metà quando l'impiegato goda del congedo annuale.

Art. 59.

In caso di malattia, l'impiegato appartenente al personale aggregato, che presti servizio di prova, continua a godere dell'intera retribuzione per non oltre quindici giorni, trascorsi i quali egli può essere collocato in congedo straordinario, senza retribuzione, per un periodo di tempo non superiore ai tre mesi.

Se al termine del congedo l'impiegato non riassume servizio, è senz'altro licenziato, senza aver diritto ad alcuna indennità.

L'impiegato stabile e quello del personale aggregato che abbia compiuto il periodo di prova, quando siano colpiti da malattia, hanno diritto, oltre e di seguito al congedo ordinario non goduto, ad un congedo straordinario, per il tempo della malattia, con retribuzione intera per i primi due mesi o per il primo mese, secondo che abbiano o no superato i dieci anni di servizio, e con una quota, non superiore ai tre quarti e non inferiore ad un quarto della retribuzione stessa, per i successivi sei mesi, qualunque sia la loro anzianità. Restano in ogni caso salve le disposizioni sulla corresponsione dell'indennità di servizio attivo per il personale stabile e dell'assegno supplementare per il personale aggregato.

I congedi straordinari per malattia sono concessi dal direttore generale, il quale determina anche la misura della retribuzione e se e quali indennità speciali, ed in quale misura, debbano essere mantenute all'impiegato che si trovi in congedo straordinario.

All'impiegato che, allo scadere del congedo straordinario per malattia, non sia in grado di riassumere servizio, possono essere consentite dal direttore generale proroghe eccezionali, non eccedenti complessivamente i sei mesi, al congedo stesso, con retribuzione non superiore ai due terzi.

All'impiegato che al termine del congedo straordinario, sia stato questo prorogato o no, non possa, per ragioni di salute, riassumere servizio, il Consiglio di amministrazione può conservare il posto per un ulteriore periodo non superiore ai quattro mesi, durante il quale non è corrisposta all'impiegato alcuna retribuzione.

Scaduti il congedo straordinario e l'eventuale periodo di tolleranza di cui al comma precedente, l'impiegato che non riassuma regolare servizio è dispensato.

Ove l'impiegato dimostri che la mancata riassunzione del servizio dipenda dalla sua inabilità al servizio stesso, egli avrà diritto al trattamento di quiescenza.

Ai fini del riconoscimento della inabilità, l'impiegato può essere sottoposto ad un accertamento di controllo da parte di sanitari di fiducia del Banco.

Art. 60.

Per giustificati motivi personali o di famiglia, e sempre che non vi ostino ragioni di servizio, l'impiegato può essere collocato, con provvedimento del direttore generale, in congedo straordinario, per la durata massima di tanti mesi quanti sono gli anni di servizio prestati dall'impiegato, calcolando a tal fine l'anno iniziato come compiuto.

Il direttore generale, con lo stesso provvedimento con il quale accorda il congedo, determina, a seconda della circostanza che giustifica la richiesta dell'impiegato, che gli si corrispondano o no gli averi per il primo mese.

Il congedo straordinario non può in complesso eccedere la durata di sei mesi. Nel corso di essi l'impiegato non percepisce, salvo quanto previsto nel comma precedente, alcuna retribuzione e perde, a tutti gli effetti, la corrispondente anzianità di servizio.

I congedi straordinari di cui al presente articolo possono essere revocati o interrotti quando le esigenze del servizio lo richiedano.

Art. 61.

Il personale chiamato alle armi per obbligo di leva è considerato in congedo speciale senza diritto a retribuzione.

Nel caso di richiamo sotto le armi l'impiegato è considerato in congedo speciale, con diritto a retribuzione per i primi tre mesi.

Se però il richiamo in servizio militare sia avvenuto su domanda dell'impiegato, questo non ha diritto ad alcuna retribuzione durante l'assenza.

Il tempo trascorso in congedo speciale per servizio militare è computato ai fini dell'anzianità.

L'impiegato che cessa dal prestare servizio militare deve riprendere servizio entro i dieci giorni dal collocamento in congedo.

Art. 62.

La durata complessiva di più periodi di assenza, fatta esclusione di quelli per congedo ordinario o per servizio militare, non può eccedere i due anni in un quinquennio.

La durata complessiva di più periodi di congedo straordinario per motivi personali o di famiglia non può eccedere un anno in un quinquennio.

Art. 63.

Il tempo trascorso in congedo straordinario o speciale non è utile come servizio di prova o di esperimento.

Capitolo XII.

Anzianità convenzionale. Aumenti e diminuzioni di anzianità.

Art. 64.

All'impiegato di ruolo possono essere riconosciuti, a giudizio insindacabile del Consiglio di amministrazione, nel tempo e con le norme stabilite dal Consiglio medesimo, i seguenti periodi di anzianità convenzionale, che si aggiungono alla anzianità acquistata per servizio, ai soli effetti della maturazione degli aumenti periodici di stipendio:

a) sino all'intero servizio prestato, dopo il 18° anno di età, presso grandi istituti di credito;

b) sino al 40 per cento del servizio passato alle dipendenze di altri istituti di credito, aziende commerciali ed amministrazioni pubbliche;

c) sino a due anni per chi sia fornito di diploma di compiuti studi superiori commerciali o economici e di un anno per chi sia munito di laurea universitaria di legge o di ingegneria.

E' ammesso il cumulo dei periodi di anzianità derivanti da cause comprese sotto lettere distinte del comma precedente con quelli eventualmente acquistati dall'impiegato in conseguenza delle abbreviazioni di cui all'art. 37.

I periodi di anzianità riconosciuti in applicazione di questo articolo e dell'art. 37 non possono eccedere, nel complesso, i dieci anni.

Art. 65.

In tutti i casi in cui le disposizioni del presente regolamento stabiliscano perdite di anzianità, questa si riduce del periodo corrispondente, a tutti i fini, compresi quelli del trattamento di quiescenza.

L'impiegato collocato in congedo straordinario per motivi di salute, perde a tutti gli effetti, compresi quelli del trattamento di quiescenza, un periodo di anzianità pari alla metà della durata del congedo straordinario, per la parte eccedente i primi due mesi. Il Consiglio di amministrazione può, nondimeno, nei casi meritevoli di speciale considerazione, stabilire che la perdita di anzianità, relativamente al periodo per il quale è ammesso il pagamento in tutto o in parte della retribuzione, abbia luogo soltanto ai fini del trattamento di quiescenza.

Capitolo XIII.

Cauzioni.

Art. 66.

Il Consiglio di amministrazione stabilisce per quali funzioni debba essere prestata cauzione, in quale forma ed in quale misura: esso non può in ogni caso esonerare dall'obbligo di prestare cauzione il personale di cassa ed il magazziniere delle carte valori.

Art. 67.

Le cauzioni dei consegnatari di valori e titoli debbono essere prestate in numerario o in titoli da computarsi per non oltre nove decimi del valore risultante dal prezzo medio di borsa nell'ultimo semestre.

Sono ammessi soltanto i titoli che il Banco o le sue sezioni possono acquistare a titolo di impiego.

Le cauzioni, salvo casi speciali, devono essere depositate nelle casse del Banco.

Art. 68.

Le assunzioni in servizio, le nomine, le promozioni e gli incarichi, per i quali sia prescritta la prestazione di una cauzione, si ritengono privi di qualsiasi effetto ove la cauzione non venga prestata entro il termine fissato, non minore, in ogni caso, di quindici giorni.

La mancata prestazione della cauzione richiesta al fattorino che sia destinato o trasferito in un'agenzia importa la rescissione del rapporto di impiego, con salvezza del trattamento di quiescenza in quanto spetti.

Art. 69.

La cauzione dell'impiegato si intende prestata a garanzia non soltanto dell'opera di lui, ma anche di quella delle persone del cui operato egli sia responsabile.

Tale garanzia si estende a qualsiasi responsabilità posta a carico dell'impiegato, anche se non connessa con l'esercizio delle funzioni per le quali la cauzione sia stata prestata.

Art. 70.

Appena la responsabilità materiale dell'impiegato sia stata ammessa per sua confessione o riconosciuta dal Consiglio di amministrazione, può procedersi, nonostante contestazioni giudiziali, alla vendita della cauzione, per il recupero di quanto sia dovuto all'Istituto.

L'impiegato, in tal caso, non può mantenere o riassumere il suo ufficio se non reintegri la cauzione, nel termine fissato dal Consiglio di amministrazione, e che, comunque, non potrà essere maggiore di due mesi.

L'impiegato stabile che non reintegri la cauzione nel detto termine è dichiarato decaduto dall'impiego; ove trattisi di impiegato del personale aggregato, il rapporto di impiego è rescisso di diritto; in entrambi i casi è fatto salvo il trattamento di quiescenza in quanto spetti.

E' però in facoltà dell'Amministrazione di deliberare il passaggio dell'impiegato che non reintegri la cauzione ad una funzione diversa dello stesso grado, ovvero ad un grado diverso della stessa o di altra categoria, anche in liquidazione, non superiore a quello occupato, per il quale non sia prescritta alcuna cauzione o che importi l'obbligo di una cauzione minore.

Al trasferimento in altra categoria si può far luogo soltanto nell'àmbito della specie di personale, stabile o aggregato, cui l'impiegato appartenga, sempre che egli abbia il titolo di studio eventualmente richiesto per l'ammissione alla categoria stessa.

All'impiegato trasferito in altro grado per la ragione su indicata si applica, nel collocamento, quanto è disposto nell'art. 38.

I passaggi di funzione, di grado o di categoria di cui sopra non sono applicabili quando l'impiegato sia incorso di diritto nella sospensione dalle funzioni e dallo stipendio a tempo indeterminato.

Art. 71.

L'impiegato con cauzione, che passi o sia promosso ad altro ufficio con cauzione maggiore, è tenuto a versare il supplemento in conformità degli articoli precedenti.

In caso di promozione o trasferimento, l'impiegato non può occupare il nuovo posto se non abbia fatto regolare consegna dell'ufficio precedente o se risulti che la sua responsabilità sia compromessa per la gestione dell'ufficio medesimo.

Art. 72.

Lo svincolo della cauzione è ordinato dal Consiglio di amministrazione dopo che l'adempimento degli obblighi di ciascun impiegato sia stato accertato a norma delle disposizioni in vigore, e dopo trascorso il periodo di tempo stabilito dalle medesime per ciascuna carica o funzione.

CAPITOLO XIV.

Responsabilità civile.

Art. 73.

L'impiegato, a qualunque grado appartenga, è responsabile dei danni arrecati all'Istituto per fatti che implichino inosservanza dei suoi doveri, ovvero per negligenza o errore nell'adempimento delle sue funzioni.

Anche prima che sia pronunciata condanna a carico dell'impiegato responsabile, l'Amministrazione può assoggettare a ritenuta la retribuzione dell'impiegato stesso, quando la responsabilità di questo e il danno dell'Istituto siano stati accertati in via amministrativa.

CAPITOLO XV.

Dimissioni volontarie.

Art. 74.

Le dimissioni volontarie dall'impiego devono essere presentate per iscritto; non hanno effetto fino a che non siano accettate dal Consiglio di amministrazione.

L'accettazione delle dimissioni può essere ritardata o rifiutata per gravi motivi di servizio; può altresì essere rifiutata quando l'impiegato sia sottoposto a procedimento disciplinare per fatti che possano dar luogo all'applicazione della destituzione.

Art. 75.

L'impiegato dimissionario non ha diritto ad assegni o indennità di quiescenza.

Il Consiglio di amministrazione ha però facoltà di deliberare la corresponsione di una indennità di buonuscita.

Il trattamento di quiescenza spetta invece agli elementi del personale femminile che si dimettono dall'impiego per contrarre matrimonio, semprechè questo segua nel termine di tre mesi dall'allontanamento dal servizio.

CAPITOLO XVI.

Sanzioni disciplinari.

Art. 76.

Le sanzioni disciplinari sono:

a) l'ammonimento;

b) la censura;

c) la esclusione dalla gratificazione di fine d'anno o la riduzione della misura normale in cui essa è corrisposta;

d) la sospensione dagli assegni per un periodo non superiore ad un mese;

e) la sospensione dalle funzioni e dagli assegni per un periodo non superiore ad un mese;

f) il trasferimento con perdita totale o parziale dell'indennità relativa;

g) la sospensione dalle funzioni e dagli assegni per un periodo maggiore di un mese e non superiore ai sei mesi;

h) la retrocessione ad uno stipendio o ad un grado inferiore della stessa o di altra categoria;

i) la revoca dall'impiego;

l) la destituzione con o senza perdita del diritto agli assegni di quiescenza.

Art. 77.

L'impiegato incorre nella sanzione disciplinare quando sono accertati a carico di lui fatti che importano mancanza o violazione dei doveri che egli è tenuto ad osservare.

Le sanzioni disciplinari di cui nel precedente articolo sono applicate in relazione alla natura, gravità o recidività delle mancanze o delle violazioni e al grado della colpa, senza riguardo all'ordine con cui sono ivi elencate.

La revoca dall'impiego e la destituzione possono applicarsi, quando non sia il caso di adottare altro provvedimento disciplinare, per le mancanze e violazioni più gravi, ed in particolare per quelle che riguardano la moralità della condotta e la fedeltà amministrativa. La revoca dall'impiego può anche applicarsi nei casi di abituale trascuratezza e abituale indisciplina risultanti da ripetuti richiami o da ripetute punizioni.

Per il personale aggregato, nei casi in cui potrebbe applicarsi la revoca dallo impiego o la destituzione, si fa invece luogo alla rescissione del rapporto d'impiego.

Al personale di cassa ed a quello subalterno possono essere inflitte multe, in misura non eccedente l'importo di tre giornate di stipendio, in luogo e vece delle sanzioni previste alle lettere *a*) e *b*) dell'articolo precedente.

Art. 78.

La sospensione dalle funzioni e dagli assegni importa, oltre alla perdita di questi, l'esonero dal servizio, e fa perdere all'impiegato, ad ogni effetto, compreso quello del trattamento di quiescenza, l'anzianità per tutto il tempo della sua durata.

In applicazione della sanzione indicata alla lettera *h*) dell'art. 76, l'impiegato può essere retrocesso ad un grado inferiore di una categoria anche in liquidazione.

Per la determinazione dello stipendio e del posto gerarchico da occuparsi dall'impiegato retrocesso si applicano le disposizioni dell'ultimo comma dell'art. 38.

La perdita del diritto agli assegni di quiescenza, nel caso di applicazione della destituzione, dev'essere espressamente dichiarata dal Consiglio di amministrazione.

Art. 79.

Tutte le sanzioni disciplinari indicate nell'art. 76 possono essere inflitte dal Consiglio di amministrazione, alla cui competenza esclusiva è però devoluta l'applicazione delle sanzioni indicate alle lettere *g*), *h*), *i*) ed *l*) dell'articolo medesimo.

Il direttore generale può infliggere tutte le sanzioni disciplinari che non siano riservate alla competenza esclusiva del Consiglio di amministrazione.

La censura, la sospensione dagli assegni fino ad otto giorni e la sospensione dalle funzioni e dagli assegni per uno stesso periodo possono anche essere inflitte dai funzionari di grado non inferiore a quello di direttore ed ispettore, limitatamente al personale da essi dipendente.

Tutti i funzionari ed impiegati hanno potere ed obbligo di infliggere, quando ne sia il caso, l'ammonimento agli elementi di personale di grado inferiore al proprio.

Il provvedimento relativo, se preso da un impiegato, è soggetto alla ratifica del funzionario, di grado non inferiore a quello di direttore o di ispettore, da cui l'impiegato dipende.

Art. 80.

Incorre di diritto nella destituzione l'impiegato a carico del quale sia stata pronunziata sentenza di condanna, passata in giudicato, che importi la interdizione dai pubblici uffici o la vigilanza della pubblica sicurezza per un periodo non inferiore ai sei mesi.

L'impiegato che riporti condanna che abbia effetti minori o diversi da quelli indicati nel comma precedente, o sia prosciolto nel periodo istruttorio od assolto nel giudizio per insufficienza di prove o perchè il fatto non costituisca reato o perchè l'azione penale sia prescritta od altrimenti estinta, è sottoposto a procedimento disciplinare, salvo che, nel caso di condanna, la sentenza dichiari accertati a carico dell'impiegato fatti per i quali l'Amministrazione ritenga di far luogo, senz'altro, all'applicazione di una sanzione disciplinare.

Art. 81.

Incorre di diritto nella sospensione dalle funzioni e dagli assegni a tempo indeterminato l'impiegato sottoposto a mandato di cattura o detenuto per qualsiasi motivo.

Uguale provvedimento si applica all'impiegato al quale, in seguito ad indagini, verifiche, inchieste od ispezioni, eseguite in via amministrativa, siano addebitabili fatti o che sia soggetto a procedimento giudiziario per fatti i quali, a giudizio del direttore generale, possano eventualmente condurre all'applicazione di una delle sanzioni indicate nelle lettere *h*), *i*) ed *l*) dell'art. 76.

All'impiegato sospeso a tempo indeterminato dalle funzioni e dagli assegni o alla sua famiglia può essere concesso un assegno alimentare in misura non superiore ad un terzo degli assegni mensili ordinari.

Trascorsi sei mesi dalla data della sospensione, se questa non sia connessa ad un procedimento penale a carico dell'impiegato, e il procedimento disciplinare non sia definito, l'impiegato ha il diritto di percepire un assegno alimentare pari alla metà degli assegni sopracennati.

Art. 82.

L'applicazione delle sanzioni disciplinari deve essere preceduta dall'accertamento dei fatti per i quali le sanzioni sono applicate. Per tale accertamento può farsi luogo alla comunicazione all'impiegato degli addebiti che gli sono mossi, con invito a fornire chiarimenti, e con facoltà per l'impiegato di presentare discolpe.

L'applicazione delle sanzioni indicate alle lettere *h*), *i*) ed *l*) dell'art. 76 deve, in ogni caso, salvo però quanto disposto nell'ultima parte del 2° comma dell'art. 80, essere preceduta dalla comunicazione degli addebiti all'impiegato, il quale, entro un termine che gli è fissato, ha diritto di presentare le sue discolpe.

Quando l'applicazione della sanzione disciplinare sia stata preceduta dalla sospensione a tempo indeterminato dalle funzioni e dagli assegni, la sanzione disciplinare ha effetto dalla data di decorrenza della sospensione predetta.

Art. 83.

Contro i provvedimenti disciplinari emanati dal direttore generale, l'impiegato può ricorrere al Consiglio di amministrazione nel termine di giorni quindici dalla data di comunicazione del provvedimento.

Nello stesso termine l'impiegato può ricorrere al direttore generale contro i provvedimenti disciplinari emanati da altri funzionari.

Se il ricorso è respinto, l'organo decidente dovrà, ove lo giudichi temerario o vi riscontri irregolarità di comporta-

mento del ricorrente, applicare a carico di questo altra adeguata sanzione disciplinare, ferma quella contro la quale era stato prodotto il ricorso.

I provvedimenti disciplinari emanati dal Consiglio di amministrazione, nonchè le decisioni dello stesso Consiglio e quelle del direttore generale sui ricorsi indicati in questo articolo, sono provvedimenti definitivi.

Capitolo XVII.

Certificati di servizio.

Art. 84.

All'atto della cessazione dal servizio, per qualsiasi causa, è rilasciato all'impiegato che ne faccia richiesta un certificato contenente l'indicazione della durata del servizio prestato e della natura delle mansioni che gli erano affidate.

E' in facoltà dell'Amministrazione di formulare nel detto certificato apprezzamenti sulle prove date dall'impiegato durante il servizio.

Capitolo XVIII.

Riammissione in servizio.

Art. 85.

L'impiegato le cui dimissioni furono accettate, quello decaduto dall'impiego o dispensato dal servizio per motivi di salute, e l'impiegato che, per qualsiasi altro motivo, esclusi quelli disciplinari, abbia lasciato il servizio, possono, con motivata deliberazione del Consiglio di amministrazione, che riconosca gli ottimi precedenti dell'impiegato, essere riammessi nell'impiego.

L'impiegato riammesso in servizio prende la posizione di grado e di anzianità che gli è attribuita, con criteri di equità, dal Consiglio di amministrazione e che non può essere migliore di quella occupata nel momento in cui lasciò il servizio.

Capitolo XIX.

Commissione per il personale.

Art. 86.

Presso la Direzione generale una Commissione per il personale, composta di funzionari di grado non inferiore a vice-direttore o a vice-ispettore, nominati dal Consiglio di amministrazione, presieduta e funzionante secondo speciali norme da questo approvate, dà parere sui provvedimenti riguardanti il personale di ruolo nei casi indicati in questo regolamento o nelle norme suddette, nonchè su quelli relativi alle sanzioni disciplinari contemplate nelle lettere *g*) e seguenti dell'art. 76, ed inoltre quando ne sia richiesta dal Consiglio di amministrazione o dal direttore generale.

Sono esclusi dalla competenza consultiva della Commissione per il personale i provvedimenti riguardanti funzionari aventi grado superiore a quello di vice-direttore o equiparato, quando non concernano le sanzioni disciplinari indicate alle lettere *h*) e seguenti dell'art. 76.

Capitolo XX.

Trattamento di quiescenza.

Art. 87.

Il trattamento di quiescenza del personale stabile ed aggregato sarà oggetto di speciale regolamento da emanarsi nelle forme volute dall'art. 51 dello statuto.

Capitolo XXI.

Cassa di credito, previdenza e assistenza per il personale.

Art. 88.

E' istituita presso il Banco di Sicilia una Cassa di credito, previdenza e assistenza per il personale.

Le finalità, i mezzi patrimoniali, gli organi di amministrazione e il funzionamento della Cassa sono determinati con apposite norme approvate dal Consiglio di amministrazione del Banco, tenuto conto delle proposte che potranno essere rassegnate dall'Associazione del personale.

La Cassa suddetta potrà, ad incremento dei mezzi di cui sarà dotata, imporre agli impiegati contributi obbligatori, e potrà altresì assorbire le istituzioni di previdenza e di assistenza in atto funzionanti fra il personale del Banco, conservandone in ogni caso le finalità.

TITOLO II.

DISPOSIZIONI SPECIALI PER IL PERSONALE STABILE.

Capitolo I.

Nomine e promozioni.

Art. 89.

Le nomine ai gradi iniziali delle categorie amministrativo-contabile e di cassa del personale stabile sono conferite, nei limiti dei posti vacanti, in base a scelta per merito comparativo ad impiegati del personale aggregato dei gradi rispettivamente di segretario-ragioniere e di cassiere.

Quando l'interesse del servizio lo richieda, la nomina al grado di primo segretario-ragioniere può essere conferita a cassieri, la cui assunzione in servizio sia stata confermata, che siano provvisti di titolo di compiuti studi superiori e che in ogni caso siano riconosciuti idonei al disimpegno delle mansioni amministrative e contabili.

La nomina al grado di cassiere può essere conferita ad impiegati del personale aggregato, appartenenti al grado di segretario-ragioniere, che ne facciano domanda.

Art. 90.

Le promozioni a capo di ufficio hanno luogo normalmente fra i primi segretari-ragionieri; possono anche essere conferite ai primi cassieri forniti di laurea o di diploma di studi superiori giuridici od economici.

Al concorso interno, eventualmente indetto a norma dell'art. 17, possono essere ammessi, oltre ai primi segretari-ragionieri, i primi cassieri i quali si trovino in possesso del titolo di studi indicato nel comma precedente.

Il Consiglio di amministrazione fissa le norme del concorso.

Le promozioni a vice-direttore e a vice-ispettore hanno luogo fra i capi di ufficio. Possono anche essere conferite a cassieri capi, i quali siano forniti di laurea o di diploma di studi superiori giuridici o economici e abbiano piene attitudini per le funzioni direttive o ispettive.

Le promozioni a direttore e ad ispettore hanno luogo fra i vice-direttori e i vice-ispettori; quelle a direttore di prima classe o a ispettore superiore fra i direttori e gli ispettori; quelle a direttore centrale fra i direttori di prima classe e gli ispettori superiori; quelle ad ispettore generale fra i direttori centrali, i direttori di prima classe e gli ispettori superiori.

Art. 91.

Le promozioni a cassiere principale e a cassiere capo hanno luogo rispettivamente fra i cassieri capi e i primi cassieri.

L'Amministrazione può anche far cadere la scelta per la promozione a cassiere capo fra i primi segretari-ragionieri che abbiano non meno di venticinque anni di età con cinque di servizio nella categoria amministrativo-contabile del personale stabile.

Capitolo II.

Dispensa dal servizio.

Art. 92.

E' dispensato dal servizio, salvo la liquidazione del trattamento di quiescenza, l'impiegato che sia riconosciuto inabile, per incapacità, per inettitudine o per motivi di salute, e quello che dia scarso rendimento di lavoro.

E' altresì dispensato dal servizio l'impiegato che, per manifestazioni compiute in ufficio o fuori di ufficio, non dia piena garenzia di un fedele adempimento dei suoi doveri.

I motivi determinanti il giudizio dell'Amministrazione debbono essere comunicati all'impiegato, con invito a presentare, per iscritto, ove lo creda, le sue deduzioni, entro un termine perentorio.

La dispensa per motivi di salute è preceduta dall'accertamento delle condizioni sanitarie dell'impiegato mediante visita medica collegiale.

Art. 93.

L'impiegato che sia riconosciuto non più idoneo alle funzioni del proprio grado può dal Consiglio di amministrazione, previo adempimento delle condizioni di cui nei commi terzo e quarto dell'articolo precedente, essere collocato in un grado inferiore della stessa o di altra categoria anche in liquidazione, senza però che possa farsi luogo al passaggio dal personale stabile a quello aggregato o viceversa.

Al collocamento nel nuovo grado si provvede secondo le disposizioni dell'art. 38.

L'impiegato, che, entro un termine perentorio, non dichiari di accettare il provvedimento dell'Amministrazione, si considera, di diritto, dispensato dal servizio, salvo la liquidazione del trattamento di quiescenza.

Art. 94.

L'impiegato trasferito in altro grado, a norma dell'articolo precedente, per motivi che in seguito vengano meno, può, con deliberazione del Consiglio di amministrazione, essere reintegrato nel grado precedentemente occupato, riprendendo la posizione gerarchica ed economica che aveva già acquistato all'atto del passaggio nell'altro grado, e ricongiungendo, a tutti gli effetti, il nuovo servizio al precedente.

Capitolo III.

Collocamento in disponibilità.

Art. 95.

Il collocamento in disponibilità degli impiegati del Banco ed i relativi effetti sono regolati dalle disposizioni vigenti per gli impiegati civili dell'Amministrazione dello Stato.

Capitolo IV.

Decadenza dall'impiego.

Art. 96.

Decade dall'impiego, salvo le disposizioni sul trattamento di quiescenza, l'impiegato:

1° che perda la cittadinanza italiana, quando il possesso di questa sia stato richiesto per l'assunzione in servizio;

2° che, senza giustificato motivo, non assuma servizio nella residenza assegnatagli entro il termine stabilito dal provvedimento di destinazione o di trasferimento;

3° che volontariamente abbandoni l'ufficio, o presti l'opera propria in modo da interrompere o perturbare la continuità e regolarità del servizio;

4° che contragga notoriamente debiti o si espouga a procedimenti esecutivi per non avere adempiuto ad obbligazioni assunte;

5° che contravvenga ai divieti enunciati nell'art. 29.

La decadenza è dichiarata dal Consiglio di amministrazione.

Nei casi indicati ai numeri 2, 3 e 4 del primo comma, il Consiglio d'amministrazione, considerate le condizioni individuali e le personali responsabilità, può, in luogo della dichiarazione di decadenza, applicare una sanzione disciplinare non espulsiva.

Nel caso indicato nel n. 4, il provvedimento dell'Amministrazione è preceduto dalla comunicazione dei fatti all'impiegato, il quale può, entro il termine fissatogli, presentare giustificazioni.

Nel caso indicato nel n. 5, la dichiarazione di decadenza è preceduta da una diffida del direttore generale, fatta per lettera raccomandata, spedita al domicilio dichiarato dall'impiegato, con la quale è fissato un termine, entro il quale l'impiegato è tenuto a far cessare lo stato d'inosservanza ai divieti di cui all'art. 29, attenendosi, per tale fine, alle disposizioni che eventualmente gli siano impartite.

Le disposizioni di questo articolo, in quanto applicabili, valgono anche per gli impiegati che non si trovino in attività di servizio.

TITOLO III.

Disposizioni speciali per il personale aggregato.

Capitolo I.

Assunzioni.

Art. 97.

Il personale aggregato è assunto, normalmente, a tempo indeterminato.

Art. 98.

Le assunzioni nel grado di segretario-ragioniere hanno luogo o in base a pubblico concorso per esame o mediante chiamata di aspiranti che, essendo forniti dei requisiti prescritti per l'ammissione al concorso suddetto, senza riguardo per altro ai limiti di età, abbiano una speciale preparazione per le mansioni relative al grado su menzionato.

La chiamata può essere disposta dal detto Consiglio anche a vantaggio di aspiranti in servizio presso il Banco, delle categorie di personale e alle condizioni designate dal Consiglio stesso.

Le assunzioni nel grado di cassiere hanno luogo previo esito favorevole di un esame di idoneità.

Art. 99.

Salvo quanto è disposto negli articoli successivi e quanto, in favore dei mutilati ed invalidi di guerra, è previsto dalle disposizioni di legge, le condizioni dei pubblici concorsi e delle assunzioni per chiamata, i requisiti per le ammissioni ai concorsi stessi ed agli esami di idoneità, la relativa documentazione, i programmi di esame e le norme per lo svolgimento delle prove sono stabiliti dal Consiglio di amministrazione, il quale nomina anche, per i pubblici concorsi, le Commissioni esaminatrici.

Art. 100.

Per l'ammissione agli impieghi del Banco è necessario avere compiuto gli anni 18.

E' fatta eccezione per i cassieri, i quali debbono avere compiuto il 21° anno di età.

I limiti massimi di età, fissati dal Consiglio di amministrazione per l'ammissione agli esami di idoneità e di concorso, s'intendono elevati di cinque anni per gli aspiranti ex combattenti.

Art. 101.

I titoli di studio che si richiedono per l'ammissione agli impieghi del Banco sono:

per le categorie amministrativo-contabile e di cassa, diploma di compiuti studi medi di secondo grado;

per la categoria d'ordine, diploma di compiuti studi medi di primo grado;

e per la categoria subalterna, attestato di compiuti studi elementari.

Art. 102.

Le ammissioni ai concorsi sono decise con provvedimento del Consiglio di amministrazione e quelle ad esami di idoneità con provvedimento del direttore generale, il quale nomina anche, per le dette prove di idoneità, le Commissioni esaminatrici, scegliendone normalmente i componenti fra i funzionari del Banco.

Art. 103.

I vincitori di pubblici concorsi sono assunti nel grado di segretario-ragioniere, in corrispondenza dei posti vacanti, nell'ordine della graduatoria definitiva.

Fra gli aspiranti ad impiego, che abbiano superato esami di idoneità, si fa luogo alle occorrenti assunzioni mediante scelta, su proposta del direttore generale.

Gli elementi assunti in qualsiasi grado prestano, per un anno, prorogabile sino a due, servizio di prova e possono, durante tale periodo, essere licenziati senza alcun preavviso nè indennità.

Gli elementi assunti nei gradi iniziali delle categorie amministrativo-contabile e di cassa, hanno, durante il servizio di prova, il titolo di alunno segretario-ragioniere e di alunno cassiere.

Quando si tratti di elementi che provengono da altra categoria di personale di ruolo, al licenziamento durante il periodo di prova, di cui al 3° comma di questo articolo, si sostituisce la restituzione al grado di provenienza.

CAPITOLO II.

Promozioni.

Art. 104.

Le promozioni ad applicato di prima classe e ad applicata di prima classe hanno luogo, rispettivamente, fra gli applicati e le applicate di seconda classe che abbiano dimostrato speciale capacità ed attitudine al disimpegno di mansioni più elevate di quelle rientranti nel lavoro d'ordine comune.

Le promozioni ai gradi equiparati di primo commesso di cassa e primo usciere hanno luogo, rispettivamente, fra i commessi di cassa e gli uscieri.

Le promozioni ai gradi di commesso di cassa e di usciere hanno luogo fra i fattorini.

CAPITOLO III.

Rescissione del rapporto d'impiego.

Art. 105.

Il rapporto d'impiego è rescisso di diritto:

a) per la perdita della cittadinanza italiana, quando questa sia requisito per l'assunzione in servizio;

b) per inosservanza dei divieti di cui all'art. 29;

c) per assenza dall'ufficio, senza giustificato motivo, per un periodo superiore agli otto giorni;

d) per non avere assunto servizio, entro il termine prescritto, senza giustificato motivo, nella residenza assegnata;

e) per avere volontariamente abbandonato l'ufficio o prestato l'opera propria in modo da interrompere o turbare la continuità o la regolarità del servizio;

f) qualora venga a risultare che l'impiegato abbia ottenuto di essere assunto in servizio producendo documenti falsi o non validi o commettendo, comunque, atti illeciti che avrebbero escluso la sua assunzione in servizio;

g) nei casi in cui ha luogo, di diritto, per gli impiegati stabili la destituzione.

Art. 106.

Il rapporto di impiego può essere rescisso:

a) per soppressione di ufficio o per riduzione di personale;

b) per inidoneità fisica accertata mediante visita medica collegiale disposta dal direttore generale;

c) per sistematica negligenza nell'adempimento dei doveri di ufficio;

d) per scarso rendimento di lavoro;

e) per insufficienza di capacità o di attitudine a coprire il proprio ufficio con profitto e con soddisfazione dell'Amministrazione;

f) per apprezzamenti sfavorevoli riportati, per due anni consecutivi, nelle note caratteristiche;

g) quando l'impiegata che abbia contratto matrimonio non sia più in grado, a giudizio insindacabile del Consiglio di amministrazione, di adempiere a tutti i doveri dell'ufficio o di attendere al proprio servizio con profitto e con soddisfazione dell'Amministrazione;

h) quando l'impiegato, per manifestazioni compiute in ufficio o fuori di ufficio, non dia piena garanzia di un fedele adempimento dei suoi doveri;

i) quando l'impiegato contragga notoriamente debiti o si esponga a procedimenti esecutivi per non avere adempiute le obbligazioni assunte;

l) nei casi in cui, per il personale stabile, può farsi luogo alla applicazione della revoca dall'impiego o della destituzione.

Art. 107.

Nei casi indicati alle lettere *a*), *b*) ed *f*) dell'articolo precedente, è in facoltà del Consiglio di amministrazione di ap-

plicare, in quanto l'interessato ne faccia domanda, il passaggio ad un grado gerarchicamente inferiore, al quale l'impiegato sia ritenuto idoneo.

Art. 108.

Nei casi di rescissione indicati nelle lettere *a*), *b*), *d*), *e*) e *g*) dell'art. 106 è corrisposta la normale indennità di quiescenza.

E' in facoltà del Consiglio di amministrazione di disporre, negli altri casi, la corresponsione di tale indennità anche in misura ridotta.

Art. 109.

La rescissione del rapporto di impiego è dichiarata o disposta dal Consiglio di amministrazione.

Qualora la rescissione del rapporto avvenga per i motivi indicati nella lettera *b*) dell'art. 105, la relativa dichiarazione ha luogo con le modalità e nelle forme indicate nel penultimo comma dell'art. 96.

Nei casi indicati alle lettere *c*) e seguenti dell'art. 106, il provvedimento dell'Amministrazione è preceduto dalla contestazione dei fatti all'impiegato, il quale può, entro il termine fissatogli, presentare per iscritto le sue giustificazioni.

TITOLO IV.

PERSONALE ASSUNTO A CONDIZIONI SPECIALI E PERSONALE AVVENTIZIO.

Art. 110.

Il Consiglio di amministrazione può, con deliberazione motivata, in deroga ai normali sistemi di assunzione del personale previsti in questo regolamento, assumere in servizio presso il Banco, per funzioni tecnico-bancarie e per funzioni o mansioni speciali, persone che siano riconosciute particolarmente idonee.

Tali assunzioni hanno luogo o mediante speciali contratti, a tempo determinato o indeterminato, ed alle condizioni caso per caso fissate, o, eccezionalmente, con l'immissione diretta delle persone assunte in servizio, in uno dei gradi della gerarchia indicati negli articoli 2 e 3.

Art. 111.

E' in facoltà del direttore generale di autorizzare le dipendenti direzioni ad assumere, per mansioni d'ordine o subalterne, avventizi, nel limite numerico segnato di tempo in tempo dal Consiglio di amministrazione.

L'assunzione del personale avventizio ha luogo in seguito ad esito favorevole di una prova alla quale l'aspirante deve essere sottoposto personalmente dal funzionario che ne dispone l'assunzione, il quale risponde del di lui rendimento, con le conseguenze di cui al penultimo comma dell'art. 36.

Art. 112.

La retribuzione giornaliera da corrispondere a ciascun avventizio è fissata dal direttore generale, sentita la proposta della Direzione competente, in misura inferiore alla retribuzione iniziale spettante al personale aggregato di corrispondente categoria, nello stesso luogo.

Per quant'altro non dispongono questo e il precedente articolo, si applicano al personale avventizio le disposizioni di legge sull'impiego privato.

TITOLO V.

DISPOSIZIONI TRANSITORIE.

Art. 113.

Il funzionario che sino alla data di entrata in vigore dello statuto approvato con R. decreto-legge 27 novembre 1927, n. 2211, ha tenuto la carica di segretario generale, assumerà, all'entrata in vigore di questo regolamento, grado, titolo e funzioni d'ispettore generale.

Art. 114.

Di seguito all'entrata in vigore di questo regolamento, il Consiglio di amministrazione provvederà, con deliberazioni non suscettibili di gravame, all'inquadramento del personale di ruolo delle categorie amministrativo-contabile e di cassa, nelle categorie e nei gradi di cui al precedente articolo 2, con osservanza dei seguenti criteri:

1° i funzionari appartenenti al grado di direttore saranno collocati nei gradi equiparati di direttore di prima classe ed ispettore superiore, tenute presenti le attitudini dei funzionari di che trattasi;

2° i funzionari aventi grado di vice-direttore, capo di ufficio e cassiere capo e gli impiegati dei gradi di segretario e di cassiere saranno collocati rispettivamente nei gradi di vice-direttore o vice-ispettore, capo di ufficio, cassiere capo, primo segretario-ragioniere e primo cassiere;

3° nel collocamento nei nuovi gradi dei funzionari ed impiegati di cui ai due numeri precedenti, sarà ad essi conservata, nell'ambito del rispettivo grado, la relativa posizione gerarchica risultante dai ruoli attuali, allogando in temporaneo soprannumero gli elementi che risultassero in più di quelli che sono numericamente previsti nelle nuove tabelle organiche.

Art. 115.

Gli attuali alunni segretari ed alunni cassieri conserveranno il loro grado ed il loro titolo fino al momento in cui verrà confermata la loro nomina a norma delle disposizioni in vigore anteriormente alla pubblicazione del presente regolamento.

All'atto della conferma suddetta essi entreranno a far parte del personale stabile nei gradi di primo segretario e di primo cassiere rispettivamente nell'ordine in cui saranno stati confermati.

Gli attuali fattorini in esperimento entreranno del pari, dopo la conferma della loro nomina, a far parte del personale stabile allogato nel grado di fattorino, nell'ordine in cui saranno stati confermati.

Art. 116.

Gli elementi del personale ausiliario di cassa, d'ordine e subalterno dell'Azienda bancaria e quelli del personale d'ordine e subalterno assunto per conto proprio dalla Sezione di credito agrario potranno, con deliberazione del Consiglio di amministrazione, intesa la Commissione per il personale, essere sistemati, entro il termine di scadenza dei contratti in corso, nel ruolo del personale aggregato, prendendo posto, con decorrenza dalla data che per ciascun elemento sarà fissata dal Consiglio stesso, nei relativi gradi, come appresso:

il segretario-ragioniere della Sezione di credito agrario fra i segretari-ragionieri;

i cassieri ausiliari fra i cassieri;

gli ausiliari burocratici dell'Azienda bancaria e gli applicati della Sezione di credito agrario fra gli applicati di seconda classe;

le ausiliarie dell'Azienda bancaria e le applicate della Sezione di credito agrario fra le applicate di seconda classe;

i commessi di cassa ausiliari fra i commessi di cassa;

gli ausiliari subalterni dell'Azienda bancaria e i fattorini della Sezione di credito agrario fra i fattorini.

Agli impiegati i quali saranno sistemati nel ruolo del personale aggregato in base alle disposizioni di questo articolo verrà riconosciuta utile, ai fini del trattamento economico, l'anzianità acquistata nel ruolo degli ausiliari, e saranno anche applicate, ove ne sia il caso, le disposizioni dell'articolo 129.

Art. 117.

Sono conservate nel ruolo del personale stabile, a seguito della categoria di cassa, e come categorie in liquidazione, le seguenti:

Categoria d'ordine in liquidazione, con i gradi di:

Primo applicato;
Prima applicata;
Applicato;
Applicata.

Categoria di cassa inferiore in liquidazione, con i gradi di:

Primo commesso di cassa;
Commesso di cassa.

Categoria subalterna in liquidazione, con i gradi di:

Primo usciere;
Usciere;
Fattorino.

Il grado di primo usciere è gerarchicamente equiparato a quello di commesso di cassa.

I gradi della categoria di ordine in liquidazione precedono immediatamente, nella gerarchia, quelli della categoria omonima del personale aggregato.

I gradi della categoria di cassa inferiore in liquidazione ed il grado di primo usciere precedono immediatamente, nella gerarchia, quelli della categoria subalterna del personale aggregato; i gradi di usciere e fattorino della categoria subalterna in liquidazione precedono, ai fini della gerarchia, i gradi rispettivamente di commesso di cassa ed usciere (gradi equiparati) e di fattorino del personale aggregato.

Art. 118.

Nella categoria d'ordine in liquidazione e nei gradi in essa compresi di applicato e di applicata restano allogati, rispettivamente, gli applicati e le applicate in servizio di ruolo alla data di entrata in vigore di questo regolamento.

Ai gradi di primo applicato e di prima applicata potranno essere promossi, a norma del primo comma dell'art. 17, gli applicati e le applicate rispettivamente.

I primi applicati e gli applicati di età non inferiore ai 25 anni, possono essere, se in possesso delle occorrenti attitudini, promossi cassieri.

Art. 119.

Nei gradi della categoria di cassa inferiore in liquidazione e in quelli della categoria subalterna in liquidazione restano allogati gli impiegati che in atto coprono i gradi stessi.

Il numero dei posti che sarà stabilito dal Consiglio di amministrazione, entro il limite di quelli che per graduale eliminazione dei ruoli si renderanno vacanti nei gradi di primo commesso di cassa, di commesso di cassa, di primo usciere e di usciere, potrà essere coperto mediante promozioni da conferire come appresso:

quelle al grado di primo commesso di cassa ai commessi di cassa e ai primi uscieri;

quelle a commesso di cassa e a primo usciere agli uscieri;

quelle ad usciere ai fattorini.

I fattorini potranno, ove ne facciano richiesta, e sempre che motivi di ordine amministrativo non si oppongano, essere anche tenuti presenti per le nomine ai gradi di commesso di cassa e di usciere del personale aggregato.

Art. 120.

Al personale delle categorie in liquidazione indicate nell'art. 117 sono applicabili le disposizioni normali del 1° e 2° titolo di questo regolamento, comprese quelle che, sancite intuitivamente alle corrispondenti categorie di ordine e subalterna del personale aggregato, non siano incompatibili con la posizione di stabilità data alle categorie in liquidazione, salvo quanto è sancito nelle presenti disposizioni transitorie.

Nel caso previsto dal 2° comma dell'art. 68 il fattorino della categoria subalterna in liquidazione può essere dichiarato decaduto dall'impiego.

Art. 121.

Fino a quando non saranno formati i primi quadri di promovibilità agli effetti dell'applicazione dell'art. 17, si considereranno come promovibili gli impiegati che nelle note di qualifica abbiano ottenuto almeno la qualifica di distinto.

Art. 122.

L'indennità di caroviveri è conservata nella stessa misura e per la stessa durata e nei limiti nei quali avrà vigore per il personale dello Stato, con equiparazione dei gradi in base agli assegni (stipendio ed indennità di servizio attivo, per il personale stabile, e stipendio ed assegno supplementare, per il personale aggregato).

Art. 123.

L'indennità di residenza continentale, fissata nelle tabelle vigenti anteriormente all'attuazione del presente regolamento, sarà gradualmente eliminata mediante riduzione pari ad un quinto dell'ammontare di essa per ogni anno.

Art. 124.

Nella formazione dello speciale regolamento di cui all'art. 87 potranno, in connessione con quelle relative al trattamento di quiescenza, essere dettate norme che rendano possibile il passaggio di elementi del personale delle categorie in liquidazione, i quali ne facciano richiesta, nel personale aggregato.

Fino a quando non entrerà in vigore lo speciale regolamento previsto nell'art. 87, il trattamento di quiescenza del personale stabile, compreso quello delle categorie in liquidazione, continuerà ad essere regolato dalle disposizioni fino ad ora vigenti per il personale del Banco.

Ove ai termini di tali disposizioni non sorga diritto a pensione o indennità, l'impiegato o i congiunti interessati potranno chiedere l'applicazione delle norme previste nell'articolo seguente per il personale aggregato.

Per l'applicazione delle norme medesime potranno optare gli aventi diritto ad indennità di quiescenza in base alle disposizioni fino ad ora vigenti per gli impiegati del Banco.

Ferme le disposizioni di cui nei precedenti commi, gli elementi del personale femminile della categoria d'ordine in liquidazione potranno, sino a nuova disposizione, chiedere il collocamento in quiescenza, qualunque sia il numero degli anni di servizio da essi prestato.

Art. 125.

Fino a quando non entrerà in vigore lo speciale regolamento previsto nell'art. 87, il trattamento di quiescenza per il personale aggregato è stabilito come appresso:

Al momento in cui l'impiegato lascia il servizio presso il Banco gli è corrisposta, salve le contrarie disposizioni contenute in questo regolamento, una indennità pari a tante mensilità di retribuzione quanti sono gli anni di servizio prestati e in proporzione per le frazioni d'anno, trascurando la frazione di tempo inferiore ad un mese.

Agli effetti di cui nel comma precedente la retribuzione comprende lo stipendio e tutti gli accessori, escluse le indennità di rischio e custodia e la gratificazione di fine d'anno.

In caso di morte dell'impiegato, l'indennità di cui in questo articolo spetta al coniuge ed ai congiunti più prossimi, non oltre il 4° grado, che vivono a suo carico.

Art. 126.

Agli impiegati del personale stabile ed aggregato che lasciano il servizio per qualsiasi causa che non sia disciplinare, può essere liquidata dal Consiglio di amministrazione, con insindacabile giudizio, indipendentemente dal trattamento di quiescenza cui essi abbiano diritto, una indennità di buona uscita corrispondente a tanti sessantesimi dell'ultimo stipendio goduto quanti sono gli anni di servizio prestati, con un massimo di 40/60.

Il Consiglio può, in casi speciali, con deliberazione motivata, elevare tale indennità fino al limite massimo del 25 per cento.

Per i funzionari di grado non inferiore a quello di direttore o ispettore tale indennità potrà essere ragguagliata ad una annata di stipendio.

Nel caso di morte dell'impiegato l'indennità è conferibile alla famiglia.

Art. 127.

Agli impiegati che combatterono nella guerra 1915-18, e che ne siano riconosciuti meritevoli, saranno attribuiti, ai soli fini della maturazione degli aumenti periodici di stipendio, i seguenti periodi di anzianità convenzionale:

un anno, se abbiano conseguito ricompense al valore militare per fatto di guerra, ovvero siano mutilati od invalidi di guerra ascritti alle prime sei categorie, giusta la tabella *A* annessa al R. decreto 12 luglio 1923, n. 1491;

otto mesi, se abbiano conseguito la croce di guerra al valore o al merito, o abbiano riportato ferite in guerra, ovvero siano mutilati o invalidi di guerra ascritti alle ultime due categorie, giusta la tabella sopra indicata, o annoverati nella tabella *B* annessa al decreto sopracitato;

quattro mesi, se abbiano prestato effettivo servizio militare in zona di operazioni per almeno un anno.

In applicazione del presente articolo non può essere concessa che una sola delle abbreviazioni indicate, anche a coloro che si trovino in più di una delle cennate condizioni.

L'attribuzione del beneficio di cui in questo articolo avrà luogo, per il personale in servizio la cui nomina od assunzione sia stata confermata, di seguito all'inquadramento nelle nuove tabelle di stipendio, e per il personale che si trovi in prova o in esperimento e per quello di futura assunzione di seguito alla conferma della nomina.

Del beneficio nascente dall'applicazione di questo articolo l'impiegato gode per il tempo in cui rimane nel grado in cui lo ha conseguito.

Art. 128.

Salvo quanto è disposto nei successivi commi del presente articolo, la decorrenza di ciascuna delle annesse tabelle e delle disposizioni del presente regolamento concernenti il trattamento economico sarà fissata dal Consiglio di amministrazione, con effetti in ogni caso non anteriori al primo gennaio 1928.

Gli stipendi e le indennità di servizio attivo di cui nella tabella n. 1, l'indennità di famiglia di cui nella tabella n. 2, e la disposizione dell'art. 122 sulla indennità di caroviveri avranno applicazione dal 1° gennaio 1928 per il personale delle categorie stabili che non siasi allontanato prima della entrata in vigore del presente regolamento.

Le tabelle n. 8 e n. 9 avranno applicazione dalla data di entrata in vigore del presente regolamento.

Art. 129.

Il Consiglio di amministrazione detterà, in quanto occorra, i criteri e le norme per l'applicazione del presente regolamento e delle annesse tabelle di trattamento economico.

Il detto Consiglio potrà, in via eccezionale, attribuire indennità integrative *ad personam*, da assorbire nei successivi aumenti di trattamento economico a qualsiasi titolo conseguiti, agli impiegati che, per effetto della applicazione del presente regolamento e delle annesse tabelle, avrebbero diritto a percepire assegni complessivi minori di quelli precedentemente goduti.

Indipendentemente dall'assorbimento di cui nel comma precedente, le summenzionate indennità integrative saranno ridotte sino alla concorrenza dell'importo di qualsiasi indennità già goduta a particolare titolo, quando questo in qualsiasi modo venga meno.

Il Consiglio suddetto avrà la facoltà di risolvere, adottando criteri di equità, le questioni che eventualmente insorgessero in sede di prima applicazione delle disposizioni contenute in questo regolamento e nelle annesse tabelle.

Art. 130.

Il direttore generale ha facoltà di ammettere agli esami di idoneità per i posti del grado iniziale delle categorie d'ordine e subalterna del personale aggregato gli elementi di personale avventizio d'ordine e subalterno, in servizio alla data di entrata in vigore del presente regolamento, i quali, pur essendo sprovvisti del titolo di studio richiesto, abbiano dimostrato il possesso di una cultura corrispondente al titolo stesso.

Art. 131.

Le norme per la sistemazione dei servizi tecnici e legali verranno stabilite dal Consiglio di amministrazione, facendo salvi i diritti dei legali i quali godano di assegni pensionabili.

Agli altri componenti gli uffici legali, in servizio da almeno un biennio, che, all'atto dell'applicazione delle nuove norme ovvero in seguito, fossero esonerati dall'incarico, sarà corrisposta una indennità pari a tante mensilità dell'assegno annuo da ciascuno goduto quanti sono gli anni durante i quali ognuno di essi ha prestato la sua opera professionale.

Art. 132.

Gli attuali impiegati di ruolo, la cui nomina sia stata confermata, presteranno il giuramento di cui all'art. 14 entro il termine di sei mesi dall'entrata in vigore di questo regolamento.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per le finanze:
MOSCONI.

TABELLA N. 1.

Stipendi, indennità di servizio attivo ed aumenti periodici.

GRADI	Stipendio iniziale del grado	Indennità di servizio attivo	Aumenti periodici	
			Periodi	Importo
Personale di ruolo ordinario.				
PERSONALE STABILE.				
Ispettore generale	26,000	9,000	4 trienni	4,000
Direttori centrali	26,000	9,000	4 quadrienni	4,000
Direttori di prima classe e ispettori superiori	23,000	7,000	4 quadrienni	3,500
Direttori e ispettori	21,000	6,000	4 trienni	3,000
Vice-direttori e vice-ispettori	16,000	5,000	4 trienni	1,500
Capi di ufficio	14,000	4,000	5 trienni 1 quadriennio	1,000
Primi segretari-ragionieri	10,000	3,000	3 bienni	800
			3 trienni	800
			3 quadrienni	1,000
Cassieri principali	16,000	5,000	4 trienni	1,500
Cassieri capi	14,000	4,000	5 trienni 1 quadriennio	1,000
Primi cassieri	10,000	3,000	3 bienni	700
			3 trienni	700
			3 quadrienni	800

Segue TABELLA N. 1.

GRADI	Stipendio iniziale del grado	Indennità di servizio attivo	Aumenti periodici	
			Periodi	Importo
Personale di ruolo ordinario.				
PERSONALE AGGREGATO.				
Segretari-ragionieri	10,000	—	2 bienni 2 trienni 2 quadrienni	800
Cassieri	10,000	—	2 bienni 2 trienni 2 quadrienni	700
Applicati di prima classe	9,500	—	1 triennio 2 quadrienni 1 quinquennio	600
Applicati di seconda classe	7,000	—	2 trienni 3 quadrienni 1 quinquennio	500
Applicate di prima classe	9,000	—	1 triennio 2 quadrienni 1 quinquennio	600
Applicate di seconda classe	6,500	—	2 trienni 3 quadrienni 1 quinquennio	500
Primi commessi di cassa e primi uscieri	8,000	—	2 trienni 2 quadrienni 1 quinquennio	450
Commessi di cassa e uscieri	7,000	—	2 trienni 2 quadrienni 1 quinquennio	400
Fattorini	6,000	—	3 trienni 2 quadrienni 2 quinquenni	300 350 400

Segue TABELLA N. 1.

GRADI	Stipendio iniziale del grado	Indennità di servizio attivo	Aumenti periodici – Periodi	Aumenti periodici – Importo
Personale delle categorie in liquidazione.				
Primi applicati	9,800	2,800	1 biennio 2 trienni 2 quadrienni	700
Applicati	8,000	2,500	2 bienni 2 trienni 2 quadrienni 1 quinquennio	500 500 600 600
Primo applicate	9,500	2,800	1 biennio 2 trienni 2 quadrienni	700
Applicate	7,500	2,500	2 bienni 2 trienni 2 quadrienni 1 quinquennio	500 500 600 600
Primi commessi di cassa	8,500	2,500	3 trienni 3 quadrienni	500 600
Commessi di cassa e primi uscieri	8,000	2,000	3 trienni 3 quadrienni	500
Uscieri	7,500	1,500	3 trienni 3 quadrienni	500
Fattorini	7,000	1,400	3 trienni 3 quadrienni 1 quinquennio	300 450 450

TABELLA N. 2.

Indennità di famiglia

(*per il personale maschile*).

Lira 1 giornaliera per ciascun figlio a carico e convivente, di età non maggiore degli anni 18, dal terzo in su, e in misura doppia dal quinto in su.

TABELLA N. 3.

Indennità di carica.

Ispettore generale		L.	12,000
Direttori centrali		»	10,000
Direttori di prima classe e ispettori superiori	(a)	»	9,000
	(a)	»	8,000
	(a)	»	7,000
Direttori e ispettori	(a)	»	6,000
	(a)	»	5,000
	(a)	»	4,000
Vice-direttori e vice-ispettori		»	3,000
Capi di ufficio	(a)	»	2,000
	(a)	»	1,500
	(a)	»	1,000
	(a)	»	600

TABELLA N. 4.

Indennità di rischio.

Preposto all'Ufficio dei debiti a vista presso la Direzione generale	L.	1,500
Preposto al Magazzino delle carte valori	»	1,500
Preposti agli uffici « Portafoglio » delle sedi di Palermo, Catania, Roma, Milano e Genova	L.	2,400
Preposti agli uffici « Portafoglio » delle sedi di Messina e Trieste	»	1,800
Preposti agli uffici « Portafoglio » degli stabilimenti di Trapani, Agrigento, Siracusa e Tripoli	»	1,200
Preposti agli uffici « Portafoglio » presso altri stabilimenti	»	900
Economo addetto al Provveditorato presso la Direzione generale	»	600
Economi presso le sedi di Palermo, Messina, Catania, Roma, Milano e Genova	»	300
Economi presso altri stabilimenti	»	200
Cassieri principali	»	4,000
Cassieri capi	»	2,000
Primi cassieri	»	1,500
Cassieri	»	1,300
Primi commessi di cassa	»	1,200
Commessi di cassa	»	1,000
Fattorini con funzioni di commesso di cassa di agenzia	»	100

(a) Il Consiglio di amministrazione determina gli uffici per i quali l'indennità è dovuta in una delle misure tipiche più elevate di quella minima.

TABELLA N. 5.

Indennità di alloggio.

Spetta agli impiegati subalterni ai quali sia affidata la custodia dei locali del Banco e che non fruiscano di alloggio gratuito, per sè e la famiglia, nei locali da custodire:

Stabilimenti nel continente, nelle colonie e nei possedimenti, annue	L.	1,[illegible]
Stabilimenti ed uffici nelle città capoluoghi di provincia in Sicilia, escluse le filiali, annue	»	800
Filiali ed agenzie di prima classe, in altri luoghi della Sicilia, annue	»	600
Altre agenzie, annue	»	400

TABELLA N. 6.

Assegno supplementare per il personale aggregato.

GRADI	Stabilimenti continentali (1), uffici centrali, sedi e agenzie in Palermo, Messina e Catania		Altre sedi e filiali e maggiori agenzie in Sicilia (assegno eventuale in casi speciali)
	da lire	a lire	
Segretario ragioniere	1,500	3,000	sino a lire 2,000
Cassiere	1,500	3,000	» 2,000
Applicato di prima classe	1,500	3,000	» 2,000
Applicato di seconda classe	1,400	2,800	» 1,800
Applicata di prima classe	1,400	2,800	» 1,800
Applicata di seconda classe	1,300	2,600	» 1,600
Primo commesso di cassa	1,300	2,600	» 1,600
Primo usciere	1,000	2,000	» 1,300
Commesso di cassa	900	1,800	» 1,200
Usciere	900	1,800	» 1,200
Fattorino	750	1,500	» 1,000

(1) Per il personale aggregato residente negli stabilimenti continentali, il limite massimo di assegno supplementare è elevato di un importo pari alla indennità di residenza, nella misura in cui questa è o sarà corrisposta al personale stabile di corrispondente grado.

TABELLA N. 7.

Assegni speciali per le funzioni di cui all'art. 12.

Primi cassieri aventi funzioni di cassiere capo di filiale	L.	1,200
Primi cassieri aventi funzioni di cassiere capo di agenzia	»	800

TABELLA N. 8.

Indennità giornaliera di soggiorno.

Ispettore generale, direttori centrali, direttori di prima classe, ispettori superiori, direttori e ispettori	L.	100
Vice-direttori, vice-ispettori e cassieri principali	»	80
Capi di ufficio e cassieri-capi	»	70
Primi segretari-ragionieri e primi cassieri	»	60
Segretari-ragionieri e cassieri	»	55
Impiegati d'ordine delle categorie in liquidazione e del personale aggregato	»	50
Primi commessi di cassa, commessi di cassa, primi uscieri e uscieri	»	40
Fattorini	»	30

TABELLA N. 9.

Indennità alle persone di famiglia dell'impiegato in caso di trasferimento.

Per ogni persona di famiglia che segua l'impiegato nella nuova residenza, un importo pari alla metà di quello spettante all'impiegato, con un minimo di L. 20 giornaliere.

TABELLA N. 10.

Tabella numerica del personale.

PERSONALE AMMINISTRATIVO-CONTABILE.

Ispettore generale			N.	1
Direttori centrali			»	7
Direttori di prima classe			»	9
Ispettori superiori			»	2
Direttori			»	10
Ispettori			»	3
Vice-direttori			»	48
Vice-ispettori			»	3
Capi di ufficio			»	142
Primi segretari-ragionieri	N.	130		
Segretari-ragionieri	»	81		
		——	»	211

PERSONALE DI CASSA.

Cassieri principali			N.	2
Cassieri capi			»	15
Primi cassieri	N.	75		
Cassieri	»	40		
		——	»	115
			N.	568

PERSONALE D'ORDINE.

Applicati di prima classe	N.	25		
Applicati di seconda classe	»	145		
		——	N.	170
Applicate di prima classe	N.	14		
Applicate di seconda classe	»	64		
		——	»	78

PERSONALE SUBALTERNO.

Primi commessi di cassa	N.	19
Primi uscieri	»	10
Commessi di cassa	»	62
Uscieri	»	20
Fattorini	»	136
TOTALE	N.	1,063

TABELLA N. 11.

Tabella numerica transitoria del personale.

PERSONALE AMMINISTRATIVO-CONTABILE E DI CASSA.

(Come dalla tabella numerica normale)	N.	568

PERSONALE D'ORDINE IN LIQUIDAZIONE.

Primi applicati	N.	25
Applicati	»	68
Prime applicate	»	14
Applicate	»	37

PERSONALE D'ORDINE AGGREGATO.

Applicati di prima classe	N.	+
Applicati di seconda classe	»	77
Applicate di prima classe	»	+
Applicate di seconda classe	»	27

PERSONALE DELLE CATEGORIE DI CASSA INFERIORE E SUBALTERNA IN LIQUIDAZIONE.

Primi commessi di cassa	N.	19
Commessi di cassa	»	54
Primi uscieri	»	10
Uscieri	»	20
Fattorini	»	120

PERSONALE SUBALTERNO AGGREGATO.

Primi commessi di cassa	N.	+
Primi uscieri	»	+
Commessi di cassa	»	8
Uscieri	»	+
Fattorini	»	16
TOTALE	N.	1,063

N. B. - I posti che, secondo la presente tabella numerica transitoria, vengono allogati nelle categorie in liquidazione, saranno gradualmente trasferiti nei gradi (compresi quelli segnati con +) delle corrispondenti categorie del personale aggregato e nei limiti risultanti dalla tabella numerica normale.

Il Consiglio di amministrazione, nel determinare di volta in volta il numero dei posti da trasferire, farà in guisa che nei gradi non iniziali delle varie categorie in liquidazione resti disponibile un equo numero di posti per le promozioni ritenute opportune.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per le finanze:
MOSCONI.

Numero di pubblicazione 627.

REGIO DECRETO-LEGGE 31 dicembre 1928, n. 3427.

Approvazione dell'Accordo italo-germanico, concluso in Roma il 7 maggio 1928, relativo al trattamento doganale ed al regime delle tare applicabile alle specialità medicinali, alla loro importazione dall'uno all'altro Stato.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visti gli articoli 5 e 10 dello Statuto fondamentale del Regno;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di approvare l'Accordo italo-germanico, concluso in Roma il 7 maggio 1928, relativo al trattamento doganale ed al regime delle tare applicabile alle specialità medicinali alla loro importazione dall'uno all'altro Stato;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto coi Ministri per le finanze e per l'economia nazionale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo concluso in Roma, mediante scambio di Note, fra il Regno d'Italia ed il Reich germanico, il 7 maggio 1928, relativo al trattamento doganale ed al regime delle tare applicabile alle specialità medicinali, alla loro importazione dall'uno all'altro Stato.

Art. 2.

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge ed il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 dicembre 1928 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — MOSCONI — MARTELLI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 15 febbraio 1929 - Anno VII
Atti del Governo, registro 281, foglio 144. — SIROVICH.

IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI D'ITALIA ALL'AMBASCIATORE DI GERMANIA IN ROMA

Roma, 7 maggio 1928-VI

Signor Ambasciatore,

Nel Protocollo finale del Trattato di commercio e navigazione stipulato fra l'Italia e la Germania il 31 ottobre 1925 fu convenuto che le disposizioni contenute nelle tariffe annesse al Trattato di commercio e navigazione sarebbero state completate mediante successivo accordo per quanto si riferisce al trattamento doganale e al regime delle tare applicabile alle specialità medicinali, alla loro importazione dall'uno all'altro Stato.

In seguito alle conversazioni, che con questo scopo hanno avuto luogo in questi giorni fra i Delegati del Regio Governo e i Delegati del Governo germanico, le due parti si sono trovate d'accordo sulle seguenti pattuizioni:

« Le specialità medicinali che per i loro componenti sono da classificare come « *Prodotti medicinali sintetici* (*voce* 780) », ma da non ammettere ai dazi convenzionali pattuiti per i prodotti medicinali sintetici puri considerati dal Trattato, saranno sdoganati deducendo dal loro peso netto con gli involucri coi quali sono destinati a passare alla minuta vendita, la tara del 35 %, quando negli involucri stessi siano compresi recipienti di vetro, di ceramica o di porcellana, la tara del 25 % negli altri casi.

Le specialità medicinali da classificare sotto la voce predetta (780), perchè contenenti uno o più dei prodotti medicinali sintetici seguenti, saranno assoggettate al dazio di lire-oro 11.70 il chilogramma, senza detrarre il peso dei recipienti e degli involucri coi quali siano destinate a passare alla minuta vendita:

Atoxil, Benzoato di guaiacolo, Cacodilato di guaiacolo, Cacodilato di sodio, Elmitolo, Guaiacolo cristallizzato, Metilarsinato di ferro, Metilarsinato di sodio, Novocaina, Piperazina, Stovaina, Uretano ».

Ho ora l'onore di informare l'E. V. che il Regio Governo approva le conclusioni sovra esposte ed è disposto a darvi applicazione appena compiute le formalità di legge e a considerarle come impegnative per tutta la durata del Trattato, al quale si riferiscono.

Sarò grato all'E. V. se vorrà compiacersi di darmi l'assicurazione che il Governo del Reich approva le conclusioni stesse per sua parte con la stessa durata di validità.

Voglia gradire, Signor Ambasciatore, l'espressione della mia più alta considerazione.

MUSSOLINI.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
GRANDI.

L'AMBASCIATORE DI GERMANIA IN ROMA AL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI D'ITALIA

Roma, 7 maggio 1928.

Signor Ministro,

Con sua nota in data d'oggi l'E. V. si è compiaciuta di comunicarmi quanto segue:

« Nel Protocollo finale del Trattato di commercio e navigazione stipulato fra l'Italia e la Germania il 31 ottobre 1925 fu convenuto che le disposizioni contenute nelle tariffe annesse al Trattato di commercio e navigazione sarebbero state completate mediante successivo accordo per quanto si riferisce al trattamento doganale e al regime delle tare applicabile alle specialità medicinali, alla loro importazione dall'uno all'altro Stato.

In seguito alle conversazioni, che con questo scopo hanno avuto luogo in questi giorni fra i Delegati del Regio Governo e i Delegati del Governo germanico, le due parti si sono trovate d'accordo sulle seguenti pattuizioni:

Le specialità medicinali che per i loro componenti sono da classificare come « *Prodotti medicinali sintetici* (*voce* 780) », ma da non ammettere ai dazi convenzionali pattuiti per i prodotti medicinali sintetici puri considerati dal Trattato, saranno sdoganati deducendo dal loro peso netto con gli involucri coi quali sono destinati a passare alla minuta vendita, la tara del 35 %, quando negli involucri stessi siano compresi recipienti di vetro, di ceramica o di porcellana, la tara del 25 % negli altri casi.

Le specialità medicinali da classificare sotto la voce predetta (780), perchè contenenti uno o più dei prodotti medicinali sintetici seguenti, saranno assoggettate al dazio di lire-oro 11.70 il chilogramma, senza detrarre il peso dei recipienti e degli involucri coi quali siano destinate a passare alla minuta vendita:

Atoxil, Benzoato di guaiacolo, Cacodilato di guaiacolo, Cacodilato di sodio, Elmitolo, Guaiacolo cristallizzato, Metilarsinato di ferro, Metilarsinato di sodio, Novocaina, Piperazina, Stovaina, Uretano.

Ho ora l'onore di informare l'E. V. che il Regio Governo approva le conclusioni sovra esposte ed è disposto a darvi applicazione appena compiute le formalità di legge e a considerarle come impegnative per tutta la durata del Trattato al quale si riferiscono.

Sarò grato all'E. V. se vorrà compiacersi di darmi l'assicurazione che il Governo del Reich approva le conclusioni stesse per sua parte con la stessa durata di validità ».

Prendendo atto di queste comunicazioni, ho l'onore di dare all'E. V. l'assicurazione che il Governo del Reich approva da parte sua le conclusioni sopra indicate ed è disposto a darvi applicazione non appena siano adempiute le formalità di legge ed a considerarle come impegnative per tutta la durata del Trattato di commercio e navigazione stipulato fra la Germania e l'Italia il 31 ottobre 1925.

Voglia gradire, Signor Ministro, l'espressione della mia più alta considerazione.

NEURATH.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
GRANDI.

Numero di pubblicazione 628.

REGIO DECRETO 25 dicembre 1928, n. 3420.

Approvazione dello statuto del « Consorzio tramvie Gallaratesi ».

N. 3420. R. decreto 25 dicembre 1928, col quale, sulla proposta dei Ministri per le comunicazioni e per l'interno, viene approvato lo statuto del « Consorzio tramvie Gallaratesi » costituitosi fra le provincie di Varese e Milano ed i Comuni interessati allo scopo di promuovere l'impianto e l'esercizio della tramvia elettrica Cassano-Gallarate-Lonate, suo prolungamento Lonate-Castano Primo ed eventuali derivazioni.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 11 febbraio 1929 - Anno VII

Numero di pubblicazione 629.

REGIO DECRETO 29 novembre 1928, n. 3424.

Erezione in ente morale del Consorzio provinciale fra le cooperative di produzione e lavoro « Patria », con sede in Mantova.

N. 3424. R. decreto 29 novembre 1928, col quale, sulla proposta del Ministro per l'economia nazionale, il Consorzio provinciale fra le cooperative di produzione e lavoro « Patria », con sede in Mantova, viene eretto in ente morale e ne è approvato lo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 15 febbraio 1929 - Anno VII

Numero di pubblicazione 630.

REGIO DECRETO 20 dicembre 1928, n. 3378.

Autorizzazione alla Cassa scolastica del Regio liceo-ginnasio « Lagrangia », in Vercelli, ad accettare una donazione per l'istituzione di un premio « Mario Raynero ».

N. 3378. R. decreto 20 dicembre 1928, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica del Regio liceo-ginnasio « Lagrangia », in Vercelli, è autorizzata ad accettare la donazione di L. 10,000 nominali in una cartella del consolidato 5 %, disposta dalla signora Ifigenia Gatto, vedova Raynero, perchè sia istituito un premio « Mario Raynero ».

Visto, *il Guardasigilli*: Rocco.
Registrato alla Corte dei conti, addì 4 febbraio 1929 - Anno VII

Numero di pubblicazione 631.

REGIO DECRETO 9 dicembre 1928, n. 3379.

Approvazione del nuovo statuto della « Fondazione della fu signora Anna Ravogli vedova Benzi ».

N. 3379. R. decreto 9 dicembre 1928, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro, Ministro per la guerra, viene approvato il nuovo statuto della « Fondazione della fu signora Anna Ravogli vedova Benzi », eretta in ente morale con R. decreto 14 febbraio 1892, numero LXXIII.

Visto, *il Guardasigilli*: Rocco.
Registrato alla Corte dei conti, addì 5 febbraio 1929 - Anno VII

DECRETO MINISTERIALE 6 febbraio 1929.

Dimissioni di agente di cambio in soprannumero presso la Borsa valori di Torino.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il proprio decreto 7 settembre 1925, n. 4240, col quale fra gli altri, il signor Bezzo Antonio venne autorizzato a continuare nell'esercizio professionale quale agente di cambio in soprannumero presso la Borsa valori di Torino;

Vista l'istanza in data 27 dicembre 1928 con la quale il predetto agente di cambio ha rassegnato le dimissioni;

Decreta:

Con effetto dal 27 dicembre 1928 sono accettate le dimissioni del signor Bezzo Antonio da agente di cambio in soprannumero presso la Borsa valori di Torino.

Roma, addì 6 febbraio 1929 - Anno VII

Il Ministro: Mosconi.

(484)

DECRETO MINISTERIALE 5 febbraio 1929.

Dimissioni di agente di cambio in soprannumero presso la Borsa valori di Milano.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il proprio decreto in data 4 settembre 1925, n. 4034, col quale, fra gli altri, il sig. Salvaneschi Luigi fu Silvio venne autorizzato a continuare nell'esercizio della professione quale agente di cambio in soprannumero presso la Borsa valori di Milano;

Considerato che il predetto Salvaneschi per difficoltà incontrate durante la liquidazione di fine novembre, ha rassegnate il 29 detto mese le dimissioni dalla carica allo scopo di ottenere la disponibilità della cauzione per poter far fronte ai propri impegni;

Decreta:

Con effetto dal 29 novembre 1928 sono accettate le dimissioni rassegnate dal sig. Salvaneschi Luigi fu Silvio dalla carica di agente di cambio in soprannumero presso la Borsa valori di Milano.

Roma, addì 5 febbraio 1929 - Anno VII

Il Ministro: Mosconi.

(485)

DECRETO MINISTERIALE 5 febbraio 1929.

Revoca di rappresentante di agente di cambio in soprannumero presso la Borsa valori di Torino.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il proprio decreto 18 dicembre 1926, n. 6833, col quale il signor Lerda Michele Carlo venne nominato rappresentante del signor Cassin Alessandro agente di cambio in soprannumero presso la Borsa valori di Torino;

Considerato che, con nostro decreto odierno, sono state accettate le dimissioni dalla carica rassegnate, dal predetto agente di cambio;

Decreta:

Con effetto dal 3 gennaio 1929 è revocata la nomina del signor Lerda Michele, a rappresentante del signor Cassin Alessandro agente di cambio in soprannumero presso la Borsa valori di Torino.

Roma, addì 5 febbraio 1929 - Anno VII

Il Ministro: Mosconi.

(486)

DECRETI PREFETTIZI:

Riduzione di cognomi nella forma italiana.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI ZARA

Vista la domanda presentata dal signor Medich Luca fu Massimiliano e di Perich Giuseppina, nata a Traù (S.C.S.) l'8 ottobre 1905 e residente a Zara, ai termini dell'art. 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, diretta ad ottenere la riduzione del cognome nella forma italiana di « Medici »;

Considerato che la domanda stessa è stata affissa per un mese tanto all'albo del Comune di residenza del richiedente, quanto all'albo di questa Prefettura, e che contro di essa entro 15 giorni dalla seguita affissione non è stata fatta opposizione alcuna;

Visti il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 e il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel citato R. decreto legge 10 gennaio 1926, n. 17;

Decreta:

Il cognome del signor Medich Luca fu Massimiliano è ridotto in « Medici ».

Il presente decreto sarà a cura dell'autorità comunale notificato all'interessato nei modi previsti al n. 6 del citato decreto Ministeriale ed avrà esecuzione secondo le norme stabilite ai nn. 4 e 5 del decreto stesso.

Zara, addì 28 gennaio 1929 - Anno VII

p. *Il prefetto*: PIROZZI.

(454)

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI ZARA

Vista la domanda presentata dal signor Medich Vincenzo fu Massimiliano e di Perich Giuseppina, nato Traù (S.C. S.) il 21 luglio 1902 e residente a Zara, ai termini dell'articolo 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, diretta ad ottenere la riduzione del cognome nella forma italiana di « Medici »;

Considerato che la domanda stessa è stata affissa per un mese tanto all'albo del Comune di residenza del richiedente, quanto all'albo di questa Prefettura, e che contro di essa entro 15 giorni dalla seguita affissione non è stata fatta opposizione alcuna;

Visti il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 e il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel citato R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17;

Decreta:

Il cognome del signor Medich Vincenzo è ridotto in « Medici ».

Il presente decreto sarà a cura dell'autorità comunale notificato all'interessato nei modi previsti al n. 6 del citato decreto Ministeriale ed avrà esecuzione secondo le norme stabilite ai nn. 4 e 5 del decreto stesso.

Zara, addì 28 gennaio 1929 - Anno VII

p. *Il prefetto*: PIROZZI.

(456)

CONCORSI

MINISTERO DELLE COLONIE

Elenco dei vincitori del concorso per titoli a 12 posti di commissario regionale coloniale di 1ª classe e a 26 posti di commissario regionale di 2ª classe bandito con il decreto Ministeriale 10 maggio 1928, n. 52.

COMMISSARI REGIONALI DI 1ª CLASSE.

1. Marroni rag. Alfonso, capo sezione nel ruolo delle Ragionerie centrali del Ministero delle finanze.
2. Scibelli Pasquale, tenente colonnello Regio esercito in S.P.E.
3. Alisi rag. Gino, capo sezione nel ruolo delle Ragionerie centrali del Ministero delle finanze.
4. Maltese Luigi.
5. Garrow rag. Carlo, capo sezione nel ruolo delle Ragionerie centrali del Ministero delle finanze.
6. Cancilla dott. Vincenzo, consigliere nel Ministero delle finanze.
7. Butturini Pietro, maggiore Regio esercito in S.P.E.
8. Barile rag. Pietro, capitano Regio esercito in S.P.E.
9. Vitale dott. Massimo Adolfo, capitano Regio esercito in S.P.E.
10. De Rubeis dott. Angelo, capitano Regio esercito in S.P.E.
11. Perricone dott. Isidoro, primo segretario della Corte dei conti.
12. Perricone Roberto, tenente colonnello Regio esercito in A.R.Q.

COMMISSARI REGIONALI DI 2ª CLASSE.

1. Di Lauro avv. Raffaele.
2. Felicioli Gino, maggiore Regio esercito in S.P.E.
3. Zecchettin dott. Lino.
4. Crocetta Anchise, maggiore Regio esercito in S.P.E.
5. Bocca Magno, capitano Regio esercito in S.P.E.
6. Denti di Pirajno nob. dott. Alberto, capitano medico di complemento richiamato in servizio nel Regio corpo truppe coloniali Tripolitania.
7. Rava Carlo.
8. Ragni dott. Achille, consigliere nel Ministero dei lavori pubblici.
9. Gabutti conte di Bestagno Casimiro.
10. Ritelli Antonino, maggiore Regio esercito in S.P.E.
11. Papale dott. Girolamo, capitano medico in S.P.E.
12. Tommasini Matteucci nob. dott. Eugenio.
13. Della Porta Rodiani Carrara conte nob. patrizio romano Gerardo, capitano Regio esercito in S.P.E.
14. Lo Bello Filippo, capitano Regio esercito in S.P.E.
15. Trapletti Umberto.
16. Bauer Guido, maggiore Regio esercito in S.P.E.
17. Nelli Nello, capitano di complemento in servizio nel Regio corpo truppe coloniali in Tripolitania.
18. Bazzani Attilio, capitano Regio esercito in S.P.E.
19. Pasotti dott. Annibale, capitano Regio esercito in S.P.E.
20. Ferrara rag. Enrico, primo segretario nel ruolo delle Ragionerie centrali del Ministero delle finanze.
21. Bruno Santangelo rag. Luigi, primo segretario nel ruolo delle Ragionerie centrali del Ministero delle finanze.
22. Di Vittorio avv. Ettore.
23. Asinari di San Marzano nob. Carlo, capitano Regio esercito in S.P.E.
24. Della Croce nob. dei conti di Doyola, capitano Regio esercito in A.R.A.
25. Melio Angelo, tenente Regio esercito in S.P.E.
26. Soli dott. Guglielmo.

(487)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - DIV. I - PORTAFOGLIO

N. 39.

Media dei cambi e delle rendite
del 15 febbraio 1929 - Anno VII

Francia	74.67	Belgrado	33.65
Svizzera	367.81	Budapest (Pengo)	3.33
Londra	92.819	Albania (Franco oro)	365.75
Olanda	7.66	Norvegia	5.10
Spagna	300.75	Russia (Cervonetz)	98 —
Belgio	2.659	Svezia	5.115
Berlino (Marco oro)	4.539	Polonia (Sloty)	214.75
Vienna (Schillinge)	2.689	Danimarca	5.105
Praga	56.65		
Romania	11.45	Rendita 3.50 %	71.20
Peso Argentino Oro	18.25	Rendita 3.50 % (1902)	66.40
Peso Argentino Carta	8.03	Rendita 3 % lordo	45 —
New York	19.092	Consolidato 5 %	82.65
Dollaro Canadese	19.04		
Oro	368.39	Obbligazioni Venezie 3.50 %	74.975

ERRATA-CORRIGE.

Nella media dei cambi e delle rendite del 12 febbraio 1929-VII, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 39 del 15 febbraio 1929-VII, la voce *Norvegia* 5.70 deve leggersi « 5.10 ».

MINISTERO DELL'ECONOMIA NAZIONALE

Ufficio della proprietà intellettuale

Elenco n. 4 dei marchi o segni distintivi di fabbrica e di commercio *iscritti ed estesi* alle vecchie provincie ai sensi e per gli effetti del R. decreto 19 luglio 1923, n. 1797, nella 1ª e 2ª quindicina di novembre 1925.

N. B. — Le descrizioni dei segni caratteristici dei marchi compresi nel presente elenco sono state inserite nel Fasc. 21-22 del « Bollettino dei marchi di fabbrica e di commercio » anno XIII (1925), supplemento del « Bollettino della proprietà intellettuale ».

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO e prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
		CLASSE VI. — Orologeria; apparecchi d'elettricità, di fisica, strumenti di misura; strumenti musicali; macchine da cucire, da maglieria, ecc., macchine da scrivere ed apparecchi fotografici.			
2-2-1924	Deutsche Grammophon, Aktiengesellschaft, a Berlino.	Marchio di fabbrica per dischi per macchine parlanti. (Già registrato alla Camera di commercio di Vienna il 2 giugno 1902, al n. 16520, il 29 maggio 1912 al n. 51770, rinnovato fino al 3 giugno 1932).	285-72	32017	30-11-1925
2-2-1924	Deutsche Grammophon, Aktiengesellschaft, a Berlino.	Marchio di fabbrica per apparecchi per la registrazione, produzione o riproduzione di suoni e parti relative, motori caricabili, regolatori di velocità, motori, aghi e punte, dischi acustici e simili, bracci, scatole, condutture ed imbuti acustici, ecc. (Già registrato alla Camera di commercio di Vienna il 24 novembre 1908, al n. 36851, il 27 novembre 1918 al n. 76155).	285-73	32018	30-11-1925
2-2-1924	Deutsche Grammophon, Aktiengesellschaft, a Berlino.	Marchio di fabbrica per macchine parlanti, aghi e dischi per macchine parlanti. (Già registrato alla Camera di commercio di Vienna il 9 ottobre 1902 al n. 20497, il 3 ottobre 1912 al n. 53378, rinnovato fino al 10 ottobre 1932).	285-74	32020	30-11-1925
2-2-1924	Deutsche Grammophon, Aktiengesellschaft, a Berlino.	Marchio di fabbrica per grammofoni ed accessori. (Già registrato alla Camera di commercio di Vienna il 20 dicembre 1901, al numero 15466, il 4 dicembre 1911 al n. 49517, rinnovato fino al 7 gennaio 1932).	285-75	32021	30-11-1925
2-2-1924	Deutsche Grammophon, Aktiengesellschaft, a Berlino.	Marchio di fabbrica per grammofoni e relativi dischi. (Già registrato alla Camera di commercio di Vienna il 25 gennaio 1901 al numero 13731, il 9 gennaio 1911 al n. 45537, rinnovato fino al 25 gennaio 1931).	285-76	32023	30-11-1925
2-2-1924	Deutsche Grammophon, Aktiengesellschaft, a Berlino.	Marchio di fabbrica per apparecchi o strumenti per la registrazione o la riproduzione di suoni. Recipienti, caratteri, apparecchi d'impressione, regolatori di velocità, cavalletti e telai per quadri, avvisi e simili, oggetti d'arte, bracci, scatole, ecc. (Già registrato alla Camera di commercio di Vienna il 9 ottobre 1910 al n. 47154, rinnovato fino al 9 dicembre 1930).	285-77	32024	30-11-1925
2-2-1924	Deutsche Grammophon, Aktiengesellschaft, a Berlino.	Marchio di fabbrica per apparecchi per la registrazione e la riproduzione di suoni e parti di tali apparecchi. Recipienti, mezzi d'imballaggio, bauli, dispositivi per trasportare macchine parlanti e parti di esse, regolatori di velocità per macchine parlanti ecc. (Già registrato alla Camera di commercio di Vienna il 17 febbraio 1905 al n. 23772, l'8 febbraio 1915, al n. 64648).	285-78	32025	30-11-1925

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO e prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
2-2-1924	Deutsche Grammophon, Aktiengesellschaft, a Berlino.	Marchio di fabbrica per apparecchi, strumenti e macchine per la registrazione o riproduzione di voci e suoni, motori caricabili, caratteri, regolatori di velocità, motori, dischi acustici e simili, scatole, imbuti, bracci e condutture acustiche, ecc. (Già registrato alla Camera di commercio di Vienna l'11 novembre 1910, al n. 47079, rinnovato fino all'11 novembre 1930).	285-79	32026	30-11-1925
		CLASSE XV. — Tabacchi e articoli per fumatori.			
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1233, e il 20 luglio 1916, al n. 3068).	283-2	29413	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'8 agosto 1906, al n. 1297, e l'8 agosto 1916, al n. 3123).	283-3	29415	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'8 agosto 1906, al n. 1299, e l'8 agosto 1916, al n. 3125).	283-4	29416	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'8 agosto 1906, al n. 1301, e l'8 agosto 1916, al n. 3127).	283-5	29417	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1908, al n. 1661, e il 20 luglio 1918, al n. 3389).	283-6	29419	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 17 gennaio 1907, al n. 1393, e il 16 gennaio 1917, al n. 3206).	283-1	29412	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1908, al n. 1662, e il 20 luglio 1918, al n. 3390).	283-7	29420	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'11 giugno 1908, al n. 1600, e l'11 giugno 1918, al n. 3334).	283-8	29422	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 28 agosto 1906, al n. 1323, e il 28 agosto 1916, al n. 3145).	283-9	29424	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 28 agosto 1906, al n. 1326, e il 28 agosto 1916, al n. 3148).	283-10	29425	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 17 gennaio 1907, al n. 1392, e il 16 gennaio 1917, al n. 3205).	283-11	29427	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 17 gennaio 1907, al n. 1397, e il 16 gennaio 1917, al n. 3210).	283-12	29428	5-11-1925

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO e prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'11 giugno 1908, al n. 1599, e l'11 giugno 1918, al n. 3333).	283-13	29429	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 settembre 1905, al n. 1102, e il 20 settembre 1915, al n. 2955).	283-14	29430	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'8 agosto 1906, al n. 1313, e l'8 agosto 1916, al n. 3137).	283-15	29431	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, bocchini di carta da sigarette e da sigari, carta in genere e pacchi di carta da sigarette, nonchè relativi imballaggi. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 18 giugno 1923, al n. 4049).	283-16	29433	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere, pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 6 agosto 1913, al n. 2605, e il 6 agosto 1923, al n. 4053.	283-17	29435	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere, pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 6 agosto 1913, al n. 2606, e il 6 agosto 1923, al n. 4054).	283-18	29436	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere e pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 9 giugno 1913, al n. 2581, e l'8 giugno 1923, al n. 4046).	283-19	29437	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, bocchini di carta per sigarette, sigari e carta in genere. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'8 marzo 1923, al n. 4027).	283-20	29438	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, tubetti di carta per sigari e sigarette e carta in genere. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 13 febbraio 1913, al numero 2512, e il 13 febbraio 1923, al n. 4003).	283-21	29439	5-11-2925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, bocchini di carta per sigarette, sigari e carta in genere. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'8 marzo 1923, al n. 4026).	283-22	29441	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette e carta in genere. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 28 dicembre 1912, al n. 2489, e il 28 dicembre 1922, al n. 3993).	283-23	29442	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette e carta in genere. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 29 ottobre 1912, al n. 2461, e il 19 ottobre 1922, al n. 3968).	283-24	29443	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 6 novembre 1912, al n. 2468, e il 2 novembre 1922, al n. 3976).	283-25	29444	5-11-1925

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO e prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 29 settembre 1905, al n. 1094, e il 20 settembre 1915, al n. 2947).	283-26	29445	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 10 luglio 1908, al n. 1643, e il 10 luglio 1918, al n. 3373).	283-27	29446	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 settembre 1905, al n. 1093, e il 20 settembre 1915, al n. 2946).	283-28	29448	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1234, e il 20 luglio 1916, al n. 3069).	283-29	29449	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette in genere, libretti, tubetti e bobine. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 30 gennaio 1916, al n. 2992).	283-30	29450	5-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 12 dicembre 1905, al n. 1124, e il 12 dicembre 1915, al n. 2969).	283-31	29452	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 settembre 1905, al n. 1101, e il 20 settembre 1915, al n. 2954).	283-32	29453	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 settembre 1905, al n. 1099, e il 20 settembre 1915, al n. 2952).	283-33	29454	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 settembre 1905, al n. 1091, e il 20 settembre 1915, al n. 2944).	283-34	29455	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 17 giugno 1904, al n. 1009, e il 17 giugno 1914, al n. 2858).	283-35	29458	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere e pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 15 aprile 1914, al n. 2761).	283-36	29459	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere e pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 15 aprile 1914, al n. 2760).	283-37	29460	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere e pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 15 aprile 1914, al n. 2759).	283-38	29461	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 22 novembre 1906, al n. 1371, il 22 novembre 1916, al n. 3186).	283-39	29462	10-11-1925

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO e prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 settembre 1905, al n. 1092, e il 20 settembre 1915, al n. 2945).	283-40	29463	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti e bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere, pacchi di carta da sigarette e relativi imballaggi. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'8 ottobre 1912, al numero 2433, il 7 ottobre 1922, al n. 3960).	283-41	29464	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette in genere e bocchini di carta. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 30 luglio 1913, al n. 2360, e il 30 luglio 1922, al n. 3930).	283-42	29465	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta in genere e carta da sigarette, bocchini e tubetti di carta. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 25 settembre 1912, al n. 2415, e il 25 settembre 1922, al n. 3952).	283-43	29467	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta in genere e carta da sigarette, bocchini e tubetti di carta. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 30 settembre 1912, al n. 2421, e il 25 settembre 1922, al n. 3955).	283-44	29468	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta in genere e carta da sigarette, bocchini e tubetti di carta. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 25 settembre 1912, al n. 2414, e il 25 settembre 1922, al n. 3951).	283-45	29469	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 19 ottobre 1909, al n. 1834, e il 17 ottobre 1919, al n. 3513).	283-46	29471	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette e carta in genere. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 29 ottobre 1912, al n. 2460, e il 19 ottobre 1922, al n. 3967).	283-47	29472	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette e carta in genere. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 29 ottobre 1912, al n. 2459, e il 19 ottobre 1922, n. 3966).	283-48	29473	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette e carta in genere. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 29 ottobre 1912, al n. 2458, e il 19 ottobre 1922, al n. 3965).	283-49	29474	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti e bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere, pacchi di carta da sigarette e relativi imballaggi (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'8 ottobre 1912, al numero 2435, e il 7 ottobre 1922, al n. 3961).	283-50	29476	10-11-1925
202-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta in genere e carta da sigarette, bocchini e tubetti di carta. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 25 settembre 1912, al n. 2417, e il 25 settembre 1922, al n. 3954).	283-51	29478	10-11-1925

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO e prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1253, e il 20 luglio 1916, al n. 3088).	283-53	29480	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 17 gennaio 1907, al n. 1396, e il 16 gennaio 1917, al n. 3209).	283-52	29479	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta e bocchini da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 18 novembre 1910, al n. 1966, e il 17 novembre 1920, al n. 3632).	283-54	29481	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 17 giugno 1904, al n. 998, e il 17 giugno 1914, al n. 2852).	283-55	29482	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 5 dicembre 1903, al n. 890, e il 5 dicembre 1913, al n. 2679).	283-56	29483	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 5 dicembre 1903, al n. 894, e il 5 dicembre 1913, al n. 2683).	283-57	29484	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 5 dicembre 1903, al n. 889, e il 5 dicembre 1913, al n. 2678).	283-58	29485	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 5 dicembre 1903, al n. 891, e il 5 dicembre 1913, al n. 2680).	283-59	29486	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 5 dicembre 1903, al n. 866, e il 5 dicembre 1913, al n. 2675).	283-60	29488	10-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 12 dicembre 1905, al n. 1125, e il 12 dicembre 1915, al n. 2970).	283-61	29451	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 5 dicembre 1903, al n. 888, e il 5 dicembre 1913, al n. 2677).	283-62	29490	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 5 dicembre 1903, al n. 887, e il 5 dicembre 1913, al n. 2676).	283-63	29489	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 17 giugno 1904, al n. 1002, e il 17 giugno 1914, al n. 2854).	283-64	29492	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 17 giugno 1904, al n. 1004, e il 17 giugno 1914, al n. 2855).	283-65	29493	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 16 aprile 1904, al n. 940, e il 16 aprile 1914, al n. 2778).	283-66	29495	16-11-1925

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO e prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 16 aprile 1904, al n. 941, e il 16 aprile 1914, al n. 2779).	283-67	29496	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 16 aprile 1904, al n. 942, e il 16 aprile 1914, al n. 2780).	283-68	29497	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 16 aprile 1904, al n. 937, e il 16 aprile 1914, al n. 2775).	283-69	29498	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 16 aprile 1904, al n. 938, e il 16 aprile 1914, al n. 2776).	283-70	29499	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 16 aprile 1904, al n. 935, e il 16 aprile 1914, al n. 2773).	283-71	29502	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 16 aprile 1904, al n. 936, e il 16 aprile 1914, al n. 2774).	283-72	29503	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 16 aprile 1904, al n. 933, e il 16 aprile 1914, al n. 2771).	283-73	29504	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 23 settembre 1919, al n. 3504).	283-74	29505	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta e bocchini da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 18 novembre 1910, al n. 1967, e il 17 novembre 1920, al n. 3633).	283-75	29506	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere, pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 15 aprile 1914, al n. 2768).	283-76	29507	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere e pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 29 aprile 1914, al n. 2790).	283-77	29508	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette in genere, libretti, tubetti e bobine. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 30 gennaio 1916, al n. 3001).	283-78	29509	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1248, e il 20 luglio 1916, al n. 3083).	283-79	29510	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1247, e il 20 luglio 1916, al n. 3082).	283-80	29511	16-11-1925

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO e prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1252, e il 20 luglio 1916, al n. 3087).	283-81	29514	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 10 luglio 1908, al n. 1641, e il 10 luglio 1918, al n. 3371).	283-82	29516	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 25 ottobre 1906, al n. 1361, e il 25 ottobre 1916, al n. 3176).	283-83	29517	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1236, e il 20 luglio 1916, al n. 3071).	283-84	29518	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 25 ottobre 1906, al n. 1358, e il 25 ottobre 1916, al n. 3173)	283-85	29520	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 25 ottobre 1906, al n. 1359, e il 25 ottobre 1916, al n. 3174).	283-86	29521	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 25 ottobre 1906, al n. 1360, e il 25 ottobre 1916, al n. 3175).	283-87	29522	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'8 agosto 1906, al n. 1315, e l'8 agosto 1916, al n. 3139).	283-88	29523	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'11 giugno 1908, al n. 1601, e l'11 giugno 1918, al n. 3335).	283-89	29524	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1224, e il 20 luglio 1916, al n. 3061).	283-90	29525	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1244, e il 20 luglio 1916, al n. 3079).	283-91	29526	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1241, e il 20 luglio 1916, al n. 3076).	283-92	29527	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 25 ottobre 1906, al n. 1362, e il 25 ottobre 1916, al n. 3177).	283-93	29528	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 28 agosto 1906, al n. 1329, e il 28 agosto 1916, al n. 3151).	283-94	29529	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1238, e il 20 luglio 1916, al n. 3073).	283-95	29530	16-11-1925

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO e prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1228, e il 20 luglio 1916 al n. 3064).	283-96	29531	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1229, e il 20 luglio 1916, n. 3065).	283-97	29532	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1231, e il 20 luglio 1916, al n. 3067).	283-98	29533	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 28 agosto 1906, al n. 1335, e il 28 agosto 1916, al n. 3152).	283-99	29534	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette e carta in genere. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 28 dicembre 1912, al n. 2486, e il 28 dicembre 1922, al n. 3990).	283-100	29535	16-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'8 agosto 1906, al n. 1296, e l'8 agosto 1916, al n. 3122).	284-1	29414	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 10 luglio 1908, al n. 1660, e il 10 luglio 1918, al n. 3388).	284-2	29418	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1908, al n. 1655, e il 20 luglio 1918, al n. 3393).	284-3	29421	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta in genere e carta da sigarette, bocchini e tubetti di carta. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 25 settembre 1912, al n. 2416, e il 25 settembre 1922, al n. 3953).	284-4	29477	19-11-1925
20-4-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 29 marzo 1904, al n. 929, e il 29 marzo 1914, al n. 2743).	284-5	29487	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 29 marzo 1904, al n. 932, e il 29 marzo 1914, al n. 2746).	284-6	29491	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 29 marzo 1904, al n. 931, e il 29 marzo 1914, al n. 2745).	284-7	29494	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 16 aprile 1904, al n. 939, e il 16 aprile 1914, al n. 2777).	284-8	29500	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1245, e il 20 luglio 1916, al n. 3080).	284-9	29515	19-11-1925

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO e prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette e carta in genere. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 28 dicembre 1912, al n. 2487, e il 28 dicembre 1922, al n. 3991).	284-10	29536	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette, tubetti da sigarette e bocchini di carta per sigari e sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 settembre 1911, al n. 2188, e il 20 settembre 1921, al n. 3809).	284-11	29538	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette, tubetti da sigarette e bocchini di carta per sigari e sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 settembre 1911, al n. 2185, e il 20 settembre 1921, al n. 3806).	284-12	29539	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette, tubetti da sigarette e bocchini di carta per sigari e sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 settembre 1911, al n. 2181, e il 20 settembre 1921, al numero 3802).	284-13	29541	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette, tubetti da sigarette e bocchini di carta per sigari e sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 settembre 1911, al n. 2182, e il 20 settembre 1921, al n. 3803).	284-14	29542	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette, tubetti da sigarette e bocchini di carta per sigari e sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 settembre 1911, al n. 2184, e il 20 settembre 1921, al n. 3805).	284-15	29543	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette, tubetti da sigarette e bocchini di carta per sigari e sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 settembre 1911, al n. 2186, e il 20 settembre 1921, al n. 3807).	284-16	29549	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 10 luglio 1908, al n. 1640, e il 10 luglio 1918, al n. 3370).	284-17	29550	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 22 novembre 1906, al n. 1370, e il 22 novembre 1916, al n. 3185).	284-18	29551	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1908, al n. 1664, e il 20 luglio 1918, al n. 3392).	284-19	29553	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 16 aprile 1904, al n. 943, e il 16 aprile 1914, al n. 2781).	284-20	29554	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 4 febbraio 1919, al n. 3447).	284-21	29555	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 6 novembre 1919, al n. 3517).	284-22	29557	19-11-1925

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO e prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 22 novembre 1906, al n. 1372, e il 22 novembre 1916, al n. 3187).	284-23	29560	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 2 maggio 1904, al n. 968, e il 2 maggio 1914, al n. 2811).	284-24	29561	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 17 giugno 1904, al n. 990, e il 17 giugno 1914, al n. 2848).	284-25	29563	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 21 settembre 1920, al n. 1926, e il 21 settembre 1920, al n. 3611).	284-26	29564	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 25 novembre 1919, al n. 3524).	284-27	29565	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 2 maggio 1904, al n. 977, e il 2 maggio 1914, al n. 2820).	284-28	29566	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 29 marzo 1904, al n. 930, e il 29 marzo 1914, al n. 2744).	284-29	29567	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 17 giugno 1904, al n. 1008, e il 17 giugno 1914, al n. 2857).	284-30	29569	19-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1908, al n. 1671, e il 20 luglio 1918, al n. 3399).	284-31	29571	21-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1908, al n. 1677, e il 20 luglio 1918, al n. 3405).	284-32	29572	21-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1908, al n. 1670, e il 20 luglio 1918, al n. 3398).	284-33	29573	21-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'11 giugno 1908, al n. 1589, e l'11 giugno 1918, al n. 3326).	284-34	29574	21-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'11 giugno 1908, al n. 1597, e l'11 giugno 1918, al n. 3331).	284-35	29576	21-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 10 luglio 1908, al n. 1637, e il 10 luglio 1918, al n. 3367).	284-36	29579	21-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 10 luglio 1908, al n. 1636, e il 10 luglio 1918, al n. 3366).	284-37	29580	21-11-1925

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO e prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 10 luglio 1908, al n. 1638, e il 10 luglio 1918, al n. 3368).	284-38	29581	21-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 10 luglio 1908, al n. 1634, e il 10 luglio 1918, al n. 3364).	284-39	29582	21-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'8 agosto 1906, al n. 1312, e l'8 agosto 1916, al n. 3136).	284-40	29585	21-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 10 luglio 1908, al n. 1639, e il 10 luglio 1918, al n. 3369).	284-41	29587	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 28 luglio 1906, al n. 1280, e il 28 luglio 1916, al n. 3112).	284-42	29588	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1254, e il 20 luglio 1916, al n. 3089).	284-43	29590	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'11 giugno 1908, al n. 1607, e l'11 giugno 1918, al n. 3341).	284-44	29591	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'11 giugno 1908, al n. 1608, e l'11 giugno 1918, al n. 3342).	284-45	29592	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'8 agosto 1906, al n. 1318, e l'8 agosto 1916, al n. 3142).	284-46	29593	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1908, al n. 1673, e il 20 luglio 1918, al n. 3401).	284-47	29594	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 17 gennaio 1907, al n. 1394, e il 16 gennaio 1917, al n. 3207).	284-48	29599	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 5 dicembre 1903, al n. 883, e il 5 dicembre 1913, al n. 2672).	284-49	29603	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 17 giugno 1904, al n. 993, e il 17 giugno 1914, al n. 2850).	284-50	29604	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 17 giugno 1904, al n. 1000, e il 17 giugno 1914, al n. 2853).	284-51	29606	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 18 febbraio 1916, al n. 3004).	284-52	29608	27-11-1925

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO e prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 17 giugno 1904, al n. 991, e il 17 giugno 1914, al n. 2849).	284-53	29609	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1223, e il 20 luglio 1916, al n. 3060).	284-54	29611	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 2 maggio 1904, al n. 976, e il 2 maggio 1914, al n. 2819).	284-55	29612	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 2 maggio 1904, al n. 975, e il 2 maggio 1914, al n. 2818).	284-56	29613	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 2 maggio 1904, al n. 974, e il 2 maggio 1914, al n. 2817).	284-57	29614	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 2 maggio 1904, al n. 950, e il 2 maggio 1914, al n. 2796).	284-58	29615	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 2 maggio 1904, al n. 961, e il 2 maggio 1914, al n. 2804).	284-59	29617	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 2 maggio 1904, al n. 956, e il 2 maggio 1914, al n. 2800).	284-60	29618	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 5 dicembre 1903, al n. 897, e il 5 dicembre 1913, al n. 2686).	284-61	29619	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 5 dicembre 1903, al n. 895, e il 5 dicembre 1913, al n. 2684).	284-62	29620	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 5 dicembre 1903,al n. 896, e il 5 dicembre 1913, al n. 2685).	284-63	29621	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 5 dicembre 1903, al n. 896, e il 5 dicembre 1913, al n. 2682).	284-64	29623	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 settembre 1905, al n. 1095, e il 20 settembre 1915, al n. 2948).	284-65	29626	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1274, e il 20 luglio 1916, al n. 3109).	284-66	29627	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1271, e il 20 luglio 1916, al n. 3106).	284-67	29628	27-11-1925

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO e prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'11 giugno 1908, al n. 1604, e l'11 giugno 1918, al n. 3338).	284 68	29629	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1220, e il 20 luglio 1916, al n. 3057).	284-69	29630	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'11 giugno 1908, al n. 1609, e l'11 giugno 1918, al n. 3343).	284-70	29632	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'11 giugno 1908, al n. 1602, e l'11 giugno 1918, al n. 3336).	284-71	29633	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1260, e il 20 luglio 1916, al n. 3095).	284-72	29634	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1222, e il 20 luglio 1916, al n. 3059).	284-73	29635	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 28 luglio 1906, al n. 1281, e il 28 luglio 1916, al n. 3113).	284-74	29637	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'11 giugno 1908, al n. 1606, e l'11 giugno 1918, al n. 3340).	84-75	29638	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 28 agosto 1906, al n. 1327, e il 28 agosto 1916, al n. 3149).	284-76	29640	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 28 agosto 1906, al n. 1328, e il 28 agosto 1916, al n. 3150).	284-77	29641	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1221, e il 20 luglio 1916, al n. 3058).	284-78	29642	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1268, e il 20 luglio 1916, al n. 3103).	284-79	29643	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1267, e il 20 luglio 1916, al n. 3102).	284-80	29644	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 17 gennaio 1907, al n. 1395, e il 16 gennaio 1917, al n. 3208).	284-81	29645	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1908, al n. 1663, e il 20 luglio 1918, al n. 3391).	284-82	29646	27-11-1925

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO e prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 15 settembre 1909, al n. 1829, e il 15 settembre 1919, al n. 3501).	284-83	29647	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1908, al n. 1667, e il 20 luglio 1918, al n. 3395).	284-84	29648	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 15 settembre 1909, al n. 1830, e il 15 settembre 1919, al n. 3502).	284-85	29649	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 28 luglio 1906, al n. 1282, e il 28 luglio 1916, al n. 3114).	284-86	29650	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 4 febbraio 1919, al n. 3452).	284-87	29653	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 5 dicembre 1903, al n. 885, e il 5 dicembre 1913, al n. 2674).	284-88	29654	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 5 dicembre 1903, al n. 884 e il 5 dicembre 1913, al n. 2673).	284-89	29655	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1240, e il 20 luglio 1916, al n. 3075).	284-90	29657	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'11 giugno 1908, al n. 1590, e l'11 giugno 1918, al n. 3327).	284-91	29659	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 2 maggio 1904, al n. 978, e il 2 maggio 1914, al n. 2821).	284-92	29660	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'11 giugno 1908, al n. 1596, e l'11 giugno 1918, al n. 3330).	284-93	29661	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette, tubetti e bocchini di carta per sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 10 gennaio 1918, al n. 3294,	284-94	29665	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta, tubetti da spagnolette e bocchini di carta per sigari e sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 7 marzo 1911, al n. 2034, e il 5 marzo 1921, al n. 3689).	284-95	29666	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette, tubetti da sigarette e bocchini di carta per sigari e sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 settembre 1911, al n. 2187, e il 20 settembre 1921, al n. 3808).	284-96	29667	27-11-1925

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO e prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere e pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 15 aprile 1914, al n. 2757).	284-97	29672	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, bocchini di carta per sigarette e sigari, carta in genere e pacchi di carta da sigarette, nonchè i relativi imballaggi. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste, il 18 giugno 1923, al n. 4050.	284-98	29674	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, bocchini di carta da sigari e sigarette e carta in genere. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'8 marzo 1923, al n. 4029).	284-99	29676	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere e pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 15 aprile 1914, al n. 2755).	284-100	29678	27-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere e pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 15 aprile 1914, al n. 2756).	285-1	29679	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, bocchini di carta per sigari e sigarette e carta in genere. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'8 marzo 1923, al n. 4028).	285-2	29680	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette e carta in genere. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'8 aprile 1913, al n. 2554, e il 7 aprile 1923, al n. 4035).	285-3	29681	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere e pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 29 aprile 1914, al n. 2791).	285-4	29682	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere e pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 29 aprile 1914, al n 2792).	285-5	29683	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere e pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 15 aprile 1914, al n. 2753).	285-6	29684	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere e pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'11 marzo 1914, al n. 2737).	285-7	29685	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette e carta in genere (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 28 dicembre 1912, al n. 2488, e il 28 dicembre 1922, al n. 3992).	285-8	29686	28-11-1925

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO e prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere e pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 4 giugno 1914, al n. 2840).	285-9	29687	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere e pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'11 marzo 1914, al n. 2736).	285-10	29689	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere e pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 15 aprile 1914, al n. 2765.	285-11	29690	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere e pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 15 aprile 1914, al n. 2767).	285-12	29691	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere e pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 15 aprile 1914, al n. 2758).	285-13	29692	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere e pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 9 giugno 1913, al n. 2580, e l'8 giugno 1923, al n. 4045).	285-14	29694	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere e pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 2 giugno 1913, al n. 2579, e l'8 giugno 1923, al n. 4044).	285-15	29695	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta e bocchini da sigarette. (Già registato alla Camera di commercio di Trieste il 18 novembre 1910, al numero 1970, e il 17 novembre 1920, al n. 3636).	285-16	29703	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta e bocchini da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste, il 18 novembre 1910, al numero 1969, e il 17 novembre 1920, al n. 3635).	285-17	29704	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta e bocchini di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 18 novembre 1910, al n. 1968, e il 17 novembre 1920, al n. 3634).	285-18	29706	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta e bocchini da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 18 novembre 1910, al numero 1964, e il 17 novembre 1920, al n. 3630).	285-19	29707	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta e bocchini da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 18 novembre 1910, al numero 1965, e il 17 novembre 1920, al n. 3631).	285-20	29708	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta e bocchini da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 18 novembre 1910, al numero 1961, e il 17 novembre 1920, al n. 3627).	285-21	29709	28-11-1925

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO o prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta e bocchini da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste, il 18 novembre 1910, al numero 1962, e il 17 novembre 1920, al n. 3628).	285-22	29710	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette in genere, libretti, tubetti e bobine. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 30 gennaio 1916, al n. 2996).	285-23	29712	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette in genere, libretti, tubetti e bobine (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 30 gennaio 1916, al n. 2997.	285-24	29713	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette in genere, libretti, tubetti e bobine. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 30 gennaio 1916, al n. 2998).	285-25	29714	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette in genere, libretti, tubetti e bobine. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 30 gennaio 1916, al n. 2999).	285-26	29715	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette in genere, libretti, tubetti e bobine. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 18 febbraio 1916, al n. 3006).	285-27	29716	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette in genere, libretti, tubetti e bobine. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 30 gennaio 1916, al n. 2994).	285-28	29717	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette in genere, libretti, tubetti e bobine. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 30 gennaio 1916, al n. 2991).	285-29	29718	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette in genere, libretti, tubetti e bobine. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 30 gennaio 1916, al n. 2993).	285-30	29719	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste, il 10 luglio 1908, al n. 1635, e il 10 luglio 1918, al n. 3365).	285-31	29721	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette, tubetti e bocchini di carta per sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 10 gennaio 1918, al n. 3293).	285-32	29722	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette, carta in genere e pacchi di carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 15 aprile 1914, al n. 2770).	285-33	29723	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette e carta in genere. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'8 aprile 1913, al n. 2555, e il 7 aprile 1923, al n. 4036).	285-34	29725	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, bocchini di carta per sigarette e sigari e carta in genere. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'8 marzo 1923, al n. 4030).	285-35	29726	28-11-1925

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO e prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette in genere e bocchini di carta. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 30 luglio 1912, al n. 2361, e il 30 luglio 1922, al n. 3931).	285-36	29727	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette in genere e bocchini di carta. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 30 luglio 1912, al n. 2359 e il 30 luglio 1922, al n. 3929).	285-37	29728	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta, bocchini e tubetti da spagnolette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 26 marzo 1921, al n. 3711).	285-38	29731	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta, bocchini e tubetti di carta da spagnolette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 17 maggio 1911, al n. 2079, e il 16 marzo 1921, al n. 3707).	285-39	29733	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta, bocchini e tubetti di carta da spagnolette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 17 maggio 1911, al n. 2083, e il 16 marzo 1921, al n. 3708).	285-40	29734	28-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta, tubetti da spagnolette e bocchini di carta per sigari e spagnolette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 7 marzo 1911, al n. 2046 e il 5 marzo 1921, al n. 3694).	285-41	29735	30-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta, tubetti da spagnolette e bocchini di carta per sigari e spagnolette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 7 marzo 1911, al n. 2042 e il 5 marzo 1921, al n. 3692).	285-42	29739	30-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta, tubetti da spagnolette e bocchini di carta per sigari e spagnolette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 7 marzo 1911 al n. 2049 e il 5 marzo 1921 al n. 3697).	285-43	29740	30-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta, tubetti da spagnolette e bocchini di carta per sigari e spagnolette (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 7 marzo 1911, al n. 2050 e il 5 marzo 1921, al n. 3608).	285-44	29741	30-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta, tubetti da spagnolette e bocchini di carta per sigari e spagnolette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 7 marzo 1911, al n. 2051 e il 5 marzo 1921, al n. 3699).	285-45	29742	30-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta, tubetti da spagnolette e bocchini di carta per sigari e spagnolette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 7 marzo 1911, al n. 2052 e il 5 marzo 1921, al n. 3700).	285-46	29743	30-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta, tubetti da spagnolette e bocchini di carta per sigari e spagnolette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 7 marzo 1911, al n. 2048 e il 5 marzo 1921, al n. 3696).	285-47	29744	30-11-1925

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO e prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta, tubetti da spagnolette e bocchini di carta per sigari e spagnolette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 7 marzo 1911, al n. 2047 e il 5 marzo 1921, al n. 3695).	285-48	29745	30-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta, tubetti da spagnolette e bocchini di carta per sigari e spagnolette (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 7 marzo 1911, al n. 2037 e il 5 marzo 1921, n. 3690).	285-49	29746	30-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta, tubetti da spagnolette e bocchini di carta per sigari e spagnolette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 7 marzo 1911, al n. 2039, e il 5 marzo 1921, al n. 3691).	285-50	29747	30-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta, tubetti da spagnolette e bocchini di carta per sigari e spagnolette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 7 marzo 1911, al n. 2044, e il 5 marzo 1921, al n. 3693).	285-51	29748	30-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta, tubetti da spagnolette e bocchini di carta per sigari e spagnolette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 7 marzo 1911, al n. 2033, e il 5 marzo 1921, al n. 3688).	285-52	29749	30-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette, tubetti da sigarette e bocchini di carta per sigari e sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 settembre 1911, al n. 2189, e il 20 settembre 1921, al n. 3810).	285-53	29750	30-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da spagnolette, tubetti e bocchini per sigari e spagnolette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 14 marzo 1912, al n. 2291, e il 13 marzo 1922, al n. 3885).	285-54	29751	30-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da spagnolette. tubetti e bocchini per sigari e spagnolette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 14 marzo 1912, al n. 2290, e il 13 marzo 1922, al n. 3884).	285-55	29752	30-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette, tubetti da sigarette, bocchini per sigari e sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 10 agosto 1911, al n. 2147, e il 13 agosto 1921, al n. 3777).	285 56	29754	30-11-1925
20-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette, tubetti da sigarette, bocchini per sigari e sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 10 agosto 1911, al n. 2146, e il 13 agosto 1921, al n. 3776).	285-57	29755	30-11-1925
21-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 26 giugno 1906, al n. 1201, e il 26 giugno 1916, al n. 3047).	285 58	29761	30-11-1925
21-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 26 giugno 1906, al n. 1206, e il 26 giugno 1916, al n. 3049).	285 59	29762	30-11-1925
21-2-1924	Ditta A. Salto, a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 26 giugno 1906, al n. 1202, e il 26 giugno 1916, al n. 3048).	285-60	29763	30-11-1925

DATA del deposito	COGNOME E NOME del richiedente	NATURA DEL MARCHIO e prodotti ch'esso è destinato a contraddistinguere	Volume e numero del registro dei marchi	Numero del registro generale	DATA della trascrizione
21-2-1924	Ditta A. Salto a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 26 giugno 1906, al n. 1207, e il 26 giugno 1916, al n. 3050).	285-61	29764	30-11-1925
21-2-1924	Ditta A. Salto a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 2 maggio 1904, al n. 960, e il 2 maggio 1914, al n. 2803).	285-62	29765	30-11-1925
21-2-1924	Ditta A. Salto a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 4 febbraio 1919, al n. 3446).	285-63	29766	30-11-1925
21-2-1924	Ditta A. Salto a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste l'11 giugno 1908, al n. 1605, e l'11 giugno 1918, al n. 3339).	285-64	29767	30-11-1925
21-2-1924	Ditta A. Salto a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1908, al n. 1666, e il 20 luglio 1918, al n. 3394).	285-65	29768	30-11-1925
21-2-1924	Ditta A. Salto a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1239, e il 20 luglio 1916, al n. 3074).	285-66	29769	30-11-1925
21-2-1924	Ditta A. Salto a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 luglio 1906, al n. 1272, e il 20 luglio 1916, al n. 3107).	285-67	29770	30-11-1925
21-2-1924	Ditta A. Salto a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette in genere, libretti, tubetti e bobine. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 30 gennaio 1916, al n. 3000).	285-68	29771	30-11-1925
21-2-1924	Ditta A. Salto a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta e tubetti per spagnolette, bocchini di carta per sigari e spagnolette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 23 gennaio 1911, al numero 2012, e il 12 gennaio 1921, al n. 3671).	285-69	29772	30-11-1925
21-2-1924	Ditta A. Salto a Trieste.	Marchio di fabbrica per carta da sigarette, tubetti da sigarette e bocchini di carta per sigari e sigarette. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 20 settembre 1911, al n. 2201, e il 20 settembre 1921, al n. 3822).	285-70	29773	30-11-1925
21-2-1924	Ditta A. Salto a Trieste.	Marchio di fabbrica per libretti, tubetti, bocchini di carta per sigari e sigarette e carta in genere. (Già registrato alla Camera di commercio di Trieste il 19 ottobre 1912, al n. 2452, e il 19 ottobre 1922, al n. 3964).	285-71	29774	30-11-1925

Il direttore: A. Jannoni.

(482)

Rossi Enrico, *gerente* Roma — Stabilimento Poligrafico dello Stato — G. C.